

MOBILISATION DES EAUX À L'IRRIGATION

L'Algérie multiplie ses actions

Afin de faire face à la sécheresse, le ministère de l'Agriculture multiplie ses actions et efforts pour la mobilisation des eaux nécessaires pour l'irrigation. Notant que le secteur agricole absorbe annuellement près de 70% de l'ensemble des volumes d'eau consommés au niveau national, soit 7 milliards de m³/an. P 3



BATTERIE LITHIUM-ION,
DÉTECTEUR DE FUITE DE GAZ,
LAMPE D'ÉCLAIRAGE SOLAIRE
**Les premiers
prototypes livrés
à la Sonelgaz**

La recherche scientifique donne ses fruits. Les premiers modèles prototypes dédiés au secteur de l'Energie ont été finalisés et en mesure de passer une seconde étape, à savoir la fabrication et la commercialisation. Il s'agit de la Batterie Lithium-ION, du dispositif de détection de fuite de gaz CO Capteur de Gaz, et la lampe d'éclairage solaire compacte Luminaire Solaire -All In One, indique le ministère de l'Energie dans un communiqué.

P 2

SALON DES START-UP NORTH
STAR DE DUBAÏ
**Les ambitions
de la Tech algérienne**



Les start-up algériennes, qui participent au salon North Star 2023 de Dubaï, ont saisi cette opportunité pour démontrer leurs capacités d'innovation et de créativité, en proposant des solutions pouvant répondre aux différents besoins et attentes des secteurs avec l'ambition de contribuer au développement du pays et de devenir des acteurs incontournables.

P 3

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE
REÇOIT LE MAE DE TANZANIE
**Les opportunités
de coopération
et d'investissement
examinées**

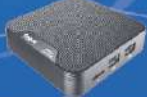
Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu, ce mardi à Alger avec le ministre des Affaires étrangères de Tanzanie, January Yusuf Makamba. L'entretien a porté sur les voies et moyens de renforcer les relations bilatérales dans le domaine de l'énergie et des mines, indique le ministère dans un communiqué.

P 4





Géant
ELECTRONIC







Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، مع جـيـون



SONELGAZ/
DIRECTION DE LA
DISTRIBUTION DE
SIDI ABDALLAH
**2,1 milliards
de DA de
créances
détenues
auprès des
clients**

La valeur des créances en suspens détenues auprès des clients de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Sidi Abdallah, s'élève à 2,1 milliards de DA à fin août dernier, a indiqué, lundi, un communiqué de la Direction. Selon le communiqué, 0,98 Md de DA, soit l'équivalent de 47% du total de ce montant, représente les créances de la consommation des clients ordinaires (consommation des ménages). Quant aux créances de consommation des entreprises industrielles et économiques et des administrations publiques, elles s'élèvent à 1,12 Mds de DA (soit 53% du total du montant). Pour cette direction locale qui relève de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz "Sonelgaz-Distribution", la raison du cumul des dettes s'explique par les conséquences de la crise sanitaire, sachant que la direction s'était abstenue de couper l'approvisionnement en énergie durant cette conjoncture. En vue de recouvrer ses créances, les services de la Direction de Sidi Abdallah intensifie ses campagnes de sensibilisation en direction des clients qui ne se sont pas encore acquittés de leurs factures, à travers l'explication des différents moyens de règlement. Parallèlement, la Direction multiplie ses campagnes de sensibilisation en vue de rationaliser l'emploi des appareils électroménagers, dans le but d'économiser l'énergie électrique.

BATTERIE LITHIUM-ION, DÉTECTEUR DE FUITE DE GAZ, LAMPE D'ÉCLAIRAGE SOLAIRE

Les premiers prototypes livrés à la Sonelgaz

La recherche scientifique donne ses fruits. Les premiers modèles prototypes dédiés au secteur de l'Énergie ont été finalisés et en mesure de passer une seconde étape, à savoir la fabrication et la commercialisation.

Par Slimane T.

Quatre (4) produits ont été remis hier par les centres de recherches du ministère de l'Enseignement supérieur à la société Sonelgaz, lors d'une cérémonie qui a vu la présence de trois ministres celui de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, de l'Enseignement supérieur, Kamel Badari, et celui de l'économie de la Connaissance, Yacine Mahdi Oualid. Il s'agit de la Batterie Lithium-ION, du dispositif de détection de fuite de gaz CO Capteur de Gaz, et la lampe d'éclairage solaire compacte Luminaire Solaire -All In One, indique le ministère de l'Énergie dans un communiqué. Ces produits ont été inventés et développés par le Centre de Recherche sur les Technologies Semi-Automatiques, vecteurs d'énergie CRTSE et le Centre de Recherche Scientifique et Technique en Analyse Physico-Chimique (CRAPC), ajoute la même source, en précisant que ce sont des modèles qui peuvent être fabriqués et commercialisés pour être exploités par

la Sonelgaz. Le ministre de l'Énergie et des Mines a indiqué, à cette occasion, que « ces modèles sont considérés comme le fruit et le résultat des deux accords de coopération entre le secteur de l'énergie et des mines et le secteur de la recherche scientifique, signés le 18 février 2023, au niveau de le Centre de recherche sur la technologie des semi-conducteurs énergétiques « CRTSE », ainsi que dans la mise en œuvre des résultats du Conseil des ministres tenu le 5 février 2023, liés au développement de la recherche dans le domaine du stockage de l'énergie solaire, à la valorisation des résultats de la recherche scientifique et à la création interaction fructueuse entre le secteur de l'énergie et des mines et le secteur de la recherche scientifique». Et d'ajouter : « Le premier accord portait sur le développement des systèmes de stockage des énergies renouvelables, qui a été conclu entre la Société algérienne de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), d'une part, et le Centre de Recherche en Technologies Énergétiques des Semi-conducteurs et le Centre de Développement

des Énergies Renouvelables, d'autre part. Quant au deuxième accord, il portait sur le développement de la coopération afin de valoriser les résultats de la recherche dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier les systèmes de stockage d'énergie, qui a été conclu entre le Centre de Recherche en Technologies Énergétiques des Semi-conducteurs et la stzrt-up: "Des solutions optimales pour la transition énergétique" ». Le ministre a également apprécié les résultats des recherches menées par les centres nationaux de recherche, qui permettront la création d'une compétitivité qualitative dont bénéficieront les entreprises économiques algériennes, ainsi que le transfert de technologie des laboratoires de recherche vers la fabrication et la commercialisation de produits innovants. Comme c'est le cas aujourd'hui, ajoute-t-il, notamment ceux liés à la protection de nos concitoyens contre les dangers des fuites de monogaz et l'oxyde de carbone pour réduire ce fléau dangereux qui a coûté la vie à de nombreuses personnes.

HYGIÈNE HOSPITALIÈRE

Installation d'un Comité chargé d'élaborer une loi-cadre relative à la prévention

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a installé mardi à Alger, le Comité chargé d'élaborer une loi-cadre relative à la prévention et aux risques sanitaires. La cérémonie d'installation a eu lieu, à l'occasion de la 2ème journée nationale de l'hygiène hospitalière dans les établissements de santé, publics et privés, avec pour slogan "Une hygiène hospitalière de qualité: clé du soin sécurisé". Dans son allocution, le ministre de la Santé a mis l'accent sur l'importance de l'"implication" de

tous les secteurs concernés pour réduire les infections et protéger les patients et les professionnels de la santé, soulignant que ladite loi, permettra de "définir le rôle et les responsabilités" de chaque secteur. Dans une déclaration à la presse, le directeur général de la prévention au ministère de la Santé, Djamel Fourar, a fait savoir que le Comité en question dispose jusqu'au mois de février pour préparer la première mouture de la loi-cadre relative à la prévention et aux risques sanitaires. Le représentant de l'Orga-

nisation mondiale de la santé, bureau Algérie, Hamadou Nouhou, a félicité, pour sa part, l'Algérie pour "ses investissements dans l'hygiène hospitalière ainsi que l'expérience accumulée dans ce domaine". Il a précisé que l'"OMS continuera à accompagner l'Algérie dans son processus de mise en œuvre de la stratégie et des programmes visant à réduire les infections associées aux soins", et à "faciliter le partage de son expérience avec les pays de la sous-région". M. Nouhou a estimé que cette

journée permet de faire participer notamment, les responsables du secteur de la santé, les personnels de santé et les associations de malades pour "assurer un soin de qualité à tous les patients" et de rappeler les mesures urgentes à prendre par tous les partenaires, pour promouvoir et mettre en œuvre les engagements pris par les États membres d'ici 2030. A noter qu'une minute de silence a été observé par les participants à cette journée, à la mémoire des martyrs des massacres du 17 octobre 1961.

FONCIER INDUSTRIEL À MILA

67 lots pour les porteurs de projets de startups

Plus de 67 lots de terrain ont été réservés à Mila pour les jeunes porteurs de projets de startups, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya de l'Industrie, Brahim Boulegroun. Les 67 lots se répartissent sur la mini-zone des activités créée sur instruction du wali Mostafa Koreïch dans la zone industrielle chahid Tounsi Nasri à Gougrana (commune de Chelghoum Laid) et sur la

mini-zone des activités créée par arrêté de wilaya du 14 juillet 2022 à proximité de la zone des activités de la commune de Mila, a indiqué à l'APS le même responsable. S'étendant sur 2,4 hectares, la mini-zone des activités de Chelghoum Laid dispose de 36 lots de 200 à 500 m2 de superficie et fait l'objet actuellement de travaux d'aménagement dans le cadre de l'opération d'aménagement de la zone

industrielle chahid Tounsi Nasri dont le taux d'avancement des travaux est de 80 %, a précisé le directeur de l'Industrie. Quant à la mini-zone de la commune de Mila, elle occupe 2,2 hectares et compte 31 lots de terrain, a indiqué M. Boulegroun qui a affirmé que l'aménagement de cette nouvelle mini-zone sera pris en charge par l'agence foncière de wilaya. Le directeur de l'Industrie a assuré

en outre que les autorités locales poursuivent les efforts pour trouver d'autres assiettes de terrain pour y installer des mini-zones des activités pour les porteurs de projets d'investissement. La distribution des lots disponibles sera effectuée conformément aux dispositions du nouveau Code de l'investissement, a ajouté le même responsable.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

MOBILISATION DES EAUX À L'IRRIGATION

L'Algérie multiplie ses actions

Afin de faire face à la sécheresse, le ministère de l'agriculture multiplie ses actions et efforts pour la mobilisation des eaux nécessaires pour l'irrigation. Notant que le secteur agricole absorbe annuellement près de 70% de l'ensemble des volumes d'eau consommés au niveau national, soit 7 milliards de m3/an.

Par Sirine R

Les besoins devraient s'accroître notamment avec l'ambition du gouvernement visant à renforcer la sécurité alimentaire, dont de nouveaux périmètres et superficies seront dédiées aux cultures stratégiques, le blé notamment. Cette situation impose de facto la mobilisation d'autres ressources hydriques non conventionnelles. Si les projets de dessalement de l'eau, en cours de réalisation, seront dédiés exclusivement pour l'alimentation des populations en eau potable sur une profondeur de 150 km des wilayas côtières, le secteur agricole restera otage des pluies et des eaux stockées dans les barrages. C'est un véritable casse tête pour les pouvoirs publics et surtout les responsables du ministère de l'agriculture et ceux de l'Hydraulique. Ils sont appelés à travailler en synergie afin d'innover et trouver de nouvelles sources alternatives à la pluviométrie qui ne cesse de se diminuer d'année à autre. D'ailleurs, il est prévu la signature prochainement d'une convention sur généralisation de la réutilisation sécurisée des eaux usées dans les activités agricoles entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et le ministère de l'Hydraulique. L'annonce a été faite par le ministre du secteur, Mohamed Abdelhafid Henni, lors d'une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Hamid Bensaad à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, célébrée cette année en Algérie sous le slogan: "l'Eau c'est la vie, l'eau nous nourrit. Ne

laisser personne de côté". Ainsi, M. Henni a précisé que son département ministériel œuvre actuellement en coordination avec le secteur de l'hydraulique, à élaborer un projet de convention entre les deux secteurs sur la valorisation des réserves des eaux usées par l'irrigation agricole sécurisée à travers le recours aux techniques modernes d'épuration. Sur la politique hydrique de l'Algérie, le ministre a affirmé que l'Algérie a placé la question d'exploitation durable des ressources naturelles, notamment l'eau, "au centre de ses préoccupations" et s'emploie actuellement à concrétiser des programmes sectoriels pour la mobilisation, la gestion et l'exploitation des ressources "de façon efficace et durable" pour développer l'économie nationale. L'Algérie se situe dans une zone géographique dominée par le climat aride et semi-aride, ce qui fait qu'elle est «plus vulnérable» aux conséquences négatives des changements climatiques impactant directement la sécurité alimentaire et hydrique, a relevé le ministre. Le ministre a rappelé les mesures prises pour faire face à cela, à l'instar du travail en cours pour la mise en place une nouvelle politique pour économiser l'eau, le lancement des projets de stations de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP), la généralisation des stations de dessalement de l'eau de la mer, le contrôle stricte des autorisation d'exploitation des eaux souterraines, l'activation du rôle de la police des eaux, ainsi que la création des start-up spécialisée dans les techniques d'exploitation des eaux usées.

M. Henni a indiqué également que le ministère de l'Agriculture a consacré "un programme ambitieux" pour élargir les superficies irriguées qui ont atteint près de 1,5 million d'hectares en 2023, relevant que 67% de ces superficies sont équipées de matériels d'irrigations économes en eau. En outre, il a salué «les mesures exceptionnelles» prises récemment par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit des agriculteurs touchés par la sécheresse, relevant que le ministère lancera "prochainement", en coopération avec l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le deuxième recensement agricole général. De son côté, le ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, a affirmé, dans un discours lu en son nom par le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Hydraulique, M. Omar Bougueroua, que l'Algérie œuvre à mobiliser les ressources en eaux de différents types, traditionnelles et non-traditionnelles, mettant en avant l'importance de la coordination entre les différents acteurs en vue d'améliorer l'exploitation des eaux. De son côté, la représentante de la FAO a mis l'accent sur l'importance du traitement des eaux usées afin d'en tirer profit. Saluant le système d'irrigation traditionnelle "la Foggara" appliqué dans plusieurs wilayas du Sud, la représentante a appelé à sa généralisation eu égard aux avantages qu'il offre dans la préservation des eaux.

COOPÉRATION

Ouverture du forum des hommes d'affaires algéro-vietnamien

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a coprésidé, mardi à Hanoï (Vietnam), avec le ministre vietnamien de la Construction, Nguyen Van Thang, l'ouverture du Forum des hommes d'affaire algéro-vietnamien, et ce en marge des travaux de la 12e commission mixte algéro-vietnamienne, selon un communiqué du ministère. Les deux ministres ont évoqué l'importance de l'appui aux investissements bilatéraux, ainsi que le renforcement des relations commerciales entre les deux pays, a précisé le ministère. "Les deux parties ont également mis en avant l'intérêt accordé par les deux pays aux opérateurs économiques, notamment aux investissements étrangers directs", a ajouté la même source. Lors des rencontres B2B entre les opérateurs économiques algériens et vietnamiens qui étaient fructueuses, des exposés ont été présentés sur les opérations économiques et commerciales bilatérales". Dans un autre communiqué, le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a fait savoir que "M. Aoun a rencontré, à Hanoï, le ministre vietnamien de l'Industrie et du Commerce en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Vietnam, ainsi que le Directeur général du département "pays arabes" au ministère des Affaires étrangères. "Les deux parties ont procédé à un échange de vues sur les perspectives des relations commerciales et industrielles établies entre les deux pays", lit-on dans le document. "L'échange commercial bilatéral est en deçà du niveau des relations politiques et historiques" liant les deux pays, ont estimé les deux ministres, affichant leur disposition "à renforcer les relations bilatérales sur la base d'un partenariat économique solide".

SALON DES START-UP NORTH STAR DE DUBAÏ

Les ambitions de la Tech algérienne

Les start-up algériennes, qui participent au salon North Star 2023 de Dubaï, ont saisi cette opportunité pour démontrer leurs capacités d'innovation et de créativité, en proposant des solutions pouvant répondre aux différents besoins et attentes des secteurs avec l'ambition de contribuer au développement du pays et de devenir des acteurs incontournables. Rencontrés par l'APS, lors de cet événement mondial qui a débuté dimanche dernier, au port de Dubaï, certains de ces entrepreneurs sont à la tête d'entreprises en forte croissance qui cherchent à élargir leurs business en levant des fonds et à tisser des liens avec des acteurs mondiaux en vue de faire croître leurs revenus et de créer des emplois. Réunies au sein du stand algérien par l'accélérateur Algeria Venture, ces startuppeurs ont été unanimes à souligner le rôle important que peuvent jouer les startups dans le développement de l'économie nationale, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée générée par ce tissu et son impact sur la croissance des exportations des services Dans ce contexte, le fondateur de DIGIWAVES, Tarek Benazzouz, a assuré que son entreprise fournit des solutions digitales dans des secteurs les plus difficiles, tels que les hydrocarbures et l'automobile, permettant de réduire le recours aux parties extérieures. Basée à Alger, cette société pro-

pose des solutions innovantes aux industriels notamment en matière de maintenance des machines, en arrivant à réduire leurs coûts jusqu'à 30%. « Ces solutions ont été développées entièrement par des compétences algériennes et qui peuvent être intégrées dans des systèmes de production des grandes compagnies disposant de machines intelligentes », s'est réjoui M. Benazzouz, tout en insistant sur l'importance accordée par son entreprise à la préservation des données de manière à garantir la sécurité et la souveraineté numérique. De son côté, Adel Miloudi, directeur général de l'entreprise « Qias Technologie » a développé une plateforme intelligente, consacrée à la gestion et le traitement des données mesurées (poids, pression, température et force) des différents capteurs et instruments de pesage. Cette plateforme, première du genre, gère tout l'aspect de l'étalonnage et de vérification des instruments de pesage pour valider les transactions commerciales. Pour M. Miloudi, la mise en place de cette solution va permettre la création de plus de 600 emplois d'inspecteurs indépendants en métrologie légale. Agréée par l'Office national de métrologie légale (ONML), cette start-up envisage d'aller sur le marché international pour fournir cette plateforme à des grands acteurs du domaine qui continuent à travailler avec des instruments anciens et

contraignants, a fait savoir le patron de Qias, soulignant que son entreprise avait reçu les certifications et les homologations requises, notamment la norme 17020 auprès des organismes d'accréditations.

Des solutions pour capter l'argent de l'informel

D'autres startups ont mis à l'honneur, à l'occasion de ce salon, qui prend fin mercredi, des solutions innovantes pour booster les activités commerciales et sécuriser les transactions, à l'instar de la société de Fin-tech « 3S Pay». Cette start-up, labellisée par le ministère de l'Economie de la connaissance et des startups, propose un portfolio de produits et services répondant aux problèmes liés à l'identification sécurisée des utilisateurs, aux systèmes de paiement et à la fiabilité du paiement en ligne. Son dirigeant Smail Hadjab, ayant une longue expérience à l'étranger, a indiqué que ces solutions ont été développées par des ingénieurs algériens afin de répondre à la problématique du cash et de la circulation de l'argent de l'informel. Ces solutions sont spécialement conçues pour les entreprises à la recherche d'un paiement sécurisé et permettant d'effectuer les opérations aux niveaux des commerces et établissements sans craintes et risques de

fraude, selon M. Hadjab, faisant observer que ces solutions étaient certifiées par les autorités monétaires, notamment la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique, ainsi que le Groupement du paiement électronique. Dans le même registre, la startup « Prizy » a créé une plateforme qui permet aux entreprises de récompenser et de motiver ses salariés ou partenaires à travers la remise de « bons d'achat » numérisés permettant d'éliminer l'usage du papier. Son fondateur, Karim Chaib, a affirmé que les cartes cadeaux offertes sur la plate forme permettent à leurs bénéficiaires de les consommer dans un large réseau d'enseignes partenaires multi-catégories. Des solutions en matière de livraison rapide et à coût réduit ont été également présentées lors de ce salon international, à l'exemple de celle conçue par la startup WIMAX qui a développé l'application Wamo. Cette application offre, selon son représentant, Wael Chiboub, plusieurs services au grand public et aux entreprises, dont le transport de colis en toute sécurité à travers des scooters ou bien des voitures. « Grâce aux services WAMO, on peut réduire les coûts de livraison et de traitement », s'est-il réjoui, assurant que cette solution permet aux jeunes d'avoir des revenus progressifs en fonction des livraisons effectuées.

R E.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 90 dollars

Le pétrole était en légère hausse, ce mardi, soutenu par les risques géopolitiques pour l'approvisionnement. Au cours de la séance de l'après midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre, progressait de 0,46% à 90,15 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, prenait 0,36% à 87,08 dollars. Les inquiétudes concernant les ruptures d'approvisionnement dans un contexte d'aggravation possible des conflits géopolitiques font grimper le prix du pétrole, estiment les analystes. Si le Levant n'est pas une région productrice de pétrole, les investisseurs craignent notamment que le conflit s'étende à l'Iran, important producteur et membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Ils notent qu'une application plus stricte des sanctions pétrolières américaines contre l'Iran, soutien de longue date du mouvement islamiste Hamas, se traduirait par une moindre offre sur le marché de la part de Téhéran. Côté gaz naturel européen, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, se contractait de 3,45%, évoluant à 46,94 euros le mégawattheure (MWh), après avoir touché en fin de semaine dernière un plus haut depuis février.

SELON LES CHIFFRES DU GOUVERNEMENT

Hausse de la croissance hors hydrocarbures à 4,9%

Le Premier ministre, Aïmene Benaderrahamne a présenté, hier mardi, la Déclaration de politique générale du gouvernement, devant les membres du Sénat, lors d'une séance plénière. Il a affirmé que la résilience de l'économie nationale, dans «un contexte international fragile et incertain», a permis de prévoir une croissance économique de 5,3% pour l'année 2023.

Par S T/Agence

Dans sa présentation, Aïmene Benabderrahmane relève que la croissance du PIB hors hydrocarbure devrait atteindre 4,9% en 2023 contre 4,3% enregistrée en 2022, ajoutant que l'inflation s'est établie, quant à elle, à 9,5% au cours des sept premiers mois de 2023, tirée principalement par les produits alimentaires importés (+13,2%), concernant le commerce extérieur, le Premier ministre a af-

firmé que le niveau des exportations de biens, devrait connaître un recul pour s'établir à 52,8 milliards USD à fin 2023, corollaire de la baisse des prix du pétrole, dont le prix moyen a connu un repli, passant de 104 dollars le baril en 2022 à 85 dollars en 2023. Quant aux importations, elles devraient augmenter à 41,5 milliards USD à fin 2023 contre 39 milliards dollars enregistrées en 2022. « Malgré la hausse des importations, la balance commerciale restera cependant positive

cette année avec un excédent de 11,3 milliards USD », a expliqué le Premier ministre. Et de rassurer qu'en dépit également des prix du pétrole sur le marché international, les réserves de change ont poursuivi leur hausse pour atteindre, d'ici la fin de l'année, environ 85 milliards dollars, en sus des réserves d'or monétaires, a-t-il avancé. Au chapitre des finances publiques, les recettes ont augmenté de 25% entre 2022 et 2023 pour atteindre 8 900 milliards dinars (DA), alors

que les dépenses budgétaires ont augmenté de 52%, atteignant 14.700 milliards DA. Cet effort en matière de dépenses budgétaires « vise à préserver le pouvoir d'achat du citoyen et soutenir les conditions de la relance économique durable ainsi que d'encourager la dynamique de la croissance ». Il a permis aussi, note Benabderrahmane, la levée du gel sur plus de 780 projets avec un montant global de 1273 milliards DA, en sus de nouveaux projets qui été lancés.

CERTIFICATS FONCIERS

Lancement de plateformes numériques

Le Directeur général du Domaine national, Abderrahmane Kheddi, a révélé le lancement de plateformes et d'applications numériques visant à faciliter l'obtention de certificats fonciers pour les citoyens en Algérie. Une initiative visant à résoudre les problèmes liés à l'obtention de certificats de non-propriété et à la publication de contrats immobiliers et de mettre fin aux retards dans l'émission de ces documents cruciaux. S'exprimant sur la chaîne de télévision arabophone, « Ennahar », le même responsable a fait savoir que pour les besoins de cette opération, le poste d'assistant du gouverneur immobi-

lier a été créé. Il sera chargé d'accélérer la préparation des registres fonciers et des autorisations de construction. Dans le but de faciliter la collecte des impôts fonciers et garantir une imposition équitable, un numéro national a été introduit, révèle Abderrahmane Kheddi, qui précise que l'objectif est de permettre un suivi des informations enregistrées sur les terres cadastrées. Cette mesure vise à renforcer l'intégrité du système fiscal et à lutter contre l'évasion fiscale. Dans le sillage des initiatives visant à moderniser et à numériser le secteur de l'immobilier, le locuteur a fait état du lancement d'autres plate-

formes numériques. Il s'agit notamment de l'application « MACF », lancée par la direction générale du Domaine national, permettant instantanée de tous les documents immobiliers. Tandis que l'application « Mahjouzat » permet de suivre les biens et les produits saisis, garantissant leur utilisation judicieuse. Alors que l'application « patrimoine.dz » permet de surveiller et d'inventorier les biens de l'État à l'étranger, au moment où l'application « Cofisq » permet de suivre et de gérer les biens confisqués ou récupérés dans le cadre de la lutte contre la corruption. Agence

ENERGIE

Des perspectives prometteuses pour l'éolien offshore en Algérie

L'Algérie dispose d'un potentiel important en énergie éolienne offshore qui nécessite des investissements à grande échelle afin de diversifier les sources d'approvisionnement en énergie et faire émerger une nouvelle filière industrielle maritime, a estimé mardi à Alger, l'expert international dans l'industrie des énergies marines, Mohamed-Rassim Hariz. "L'exploitation du gisement éolien offshore estimé à 18 GW est une opportunité qui permettrait de doter l'Algérie d'une filière industrielle génératrice d'emplois hautement qualifiés et s'inscrirait dans ses efforts de diversification de l'économie nationale", a souligné M. Hariz dans une conférence or-

ganisée par l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL) sur ce type d'énergie renouvelable. Selon lui, le recours à l'énergie éolienne permettrait également "d'alimenter la consommation électrique grandissante au Nord du pays qui inclut notamment le programme national énergivore d'extension des stations de dessalement, et à considérer des options d'épargne des réserves en gaz et des capacités d'export progressives vers d'autres marchés". Dans ce sens, le conférencier a relevé que l'éolien offshore était l'une des technologies les plus "prometteuses" dans le mix énergétique mondial affirmant qu'il offrait "des capacités de production d'électri-

cité décarbonnée à des échelles multi-gigawatts dans les grandes étendues des eaux territoriales nationales et zones économiques exclusives". Evoquant les potentielles zones d'investissement dans l'énergie éolienne, M. Hariz a indiqué que les études effectuées font ressortir la région Ouest du pays comme une zone "très prometteuse" pour l'exploitation de cette énergie renouvelable, suivie des corridors Tizi-Ouzou- Boumerdes et Skikda-Jijel. Il a également assuré que "la grande expérience" algérienne dans le domaine de l'énergie conventionnelle et "les compétences avérées" de ce secteur peuvent consti-

tuer "un autre atout" dans l'exploitation du potentiel national de l'énergie éolienne. L'expert a affirmé, d'autre part, que l'éolien offshore connaissait un développement à l'international notamment en Méditerranée qui enregistre "une prolifération importante de ces projets". La conférence à laquelle ont pris part des étudiants de l'ENSSMAL ainsi que des cadres du secteur de l'énergie et des instituts nationaux en relation avec les énergies renouvelables a été marquée par un riche débat notamment sur le rôle de la recherche scientifique et la formation de compétences dans le développement de l'éolien offshore. R.E.

LE MINISTRE DE L'ENERGIE REÇOIT LE MAE DE TANZANIE

Les opportunités de coopération et d'investissement examinées

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu, ce mardi à Alger avec le ministre des Affaires étrangères de Tanzanie, January Yusuf Makamba. L'entretien a porté sur les voies et moyens de renforcer les relations bilatérales dans le domaine de l'énergie et des mines, indique le ministère dans un communiqué. En effet, les deux parties ont évoqué «les opportunités de coopération et d'investissement dans le domaine des hydrocarbures, à l'instar de l'approvisionnement de la Tanzanie en hydrocarbures (pétrole

brut) et en produits pétroliers et de la gestion du secteur des hydrocarbures en Tanzanie». La rencontre a porté également sur «le renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'ingénierie, de la production d'électricité, du développement du réseau électrique et de la formation dans ces domaines, et ce, conformément aux clauses des accords signés, en août 2023, entre Sonatrach et Sonelgaz, d'un côté, et les sociétés tanzaniennes des hydrocarbures et de l'électricité, de l'autre», ajoute la même source.

Le ministre Arkab a réaffirmé, à cette occasion, «la volonté de l'Algérie de renforcer ses relations avec la Tanzanie et d'intensifier les échanges avec les autres pays africains, notamment dans le cadre de la stratégie de développement des groupes Sonatrach et Sonelgaz, qui veulent s'ouvrir sur les marchés africains». Le ministre a exprimé, dans ce sens, «la disposition de l'Algérie à soutenir et accompagner la Tanzanie grâce à son expérience dans ces domaines». Pour sa part, le ministre tanzanien des Affaires étrangères a affiché "l'intérêt porté

par son pays à la contribution de Sonatrach et Sonelgaz au développement des investissements en Tanzanie, à la faveur du renforcement du partenariat mutuellement bénéfique dans les industries pétrolière, gazière et électrique". M. Makamba a également fait savoir que les deux pays travailleront ensemble, dans le cadre des équipes techniques chargées d'élaborer, dans les meilleurs délais, une feuille de route pour la mise en œuvre de projets concrets, conclut la source. S R.

GUERRE PALESTINE – ISRAËL

Quel impact sur le marché pétrolier et les projets de développement au Moyen Orient et en Méditerranée ?

Les marchés financiers, sensibles aux risques géopolitiques, cherchent à déterminer les possibles retombées de la guerre entre l'entité sioniste et la Palestine et attendent de voir si le conflit va s'étendre à d'autres pays, ce qui pourrait entraîner une nouvelle hausse des prix du pétrole, de l'énergie de façon générale, et impacter l'économie mondiale.

Par A M

Pression sur le marché pétrolier

Les prix du pétrole ont bondi de près de 6% vendredi, les investisseurs ayant intégré la possibilité d'un conflit plus large au Moyen-Orient. Les échanges sur le pétrole en Asie ne vont probablement pas tarder à suivre. « Il semble que nous nous dirigeons vers une invasion terrestre massive de Gaza et une perte de vies humaines à grande échelle », a déclaré Ben Cahill, chercheur principal du programme sur la sécurité énergétique et le changement climatique au Center for Strategic and International Studies (CSIS). « Chaque fois qu'il y a un conflit de cette ampleur, il y a une réaction du marché »

La réaction au cours de la semaine écoulée a été relativement discrète, bien que la monnaie de l'entité sioniste ait été fortement touchée. « Je ne sais pas si les marchés se comporteront relativement bien », a déclaré Erik Nielsen, conseiller économique en chef du groupe UniCredit. « Cela dépendra très certainement si ce conflit reste localisé ou s'il dégénère en une guerre plus large au Moyen-Orient »

A Wall Street vendredi, l'indice S&P 500 a reculé de 0,5% alors que les investisseurs se tournaient vers les valeurs refuges. L'or a ainsi pris plus de 3% et le dollar américain a atteint son plus haut niveau en une semaine. Selon Bernard Baumohl, économiste en chef au sein de l'Economic Outlook Group à Princeton, dans le New Jersey, une extension du conflit entraînerait probablement une accélération de l'inflation et, par voie de conséquence, une hausse des taux d'intérêt dans le monde entier.

Toutefois, alors que l'inflation et les taux d'intérêt dans d'autres pays augmentent probablement dans ce scénario catastrophe, les États-Unis pourraient être l'exception, car les investisseurs étrangers déversent des capitaux dans ce qu'ils considèrent comme un refuge sûr en cas de conflit mondial, fait remarquer Bernard Baumohl. « Les taux d'intérêt pourraient baisser », a-t-il ajouté. « Il faut s'attendre à ce que le dollar se renforce ».

La pression du facteur géopolitique

La guerre Hamas Israël qui vient d'être déclenchée et risque de durer dans le temps pourrait ressembler à ce qui s'est passé en Octobre 1973, entraînant une crise pétrolière qui avait changé le cours du marché pétrolier mondial. Aucun pays pétrolier du Moyen Orient n'a encore réagi dans ce sens, mais les me-

naces et les préparatifs d'Israël qui veut pratiquement « raser » la bande de Gaza pourraient parfaitement provoquer les mêmes réactions, et ce d'autant plus que l'Iran est cette fois-ci soupçonné d'avoir encouragé Hamas à engager des combats sur le territoire d'Israël.

La situation tant sur le plan géopolitique qu'énergétique a certes beaucoup changé depuis 1973, avec d'une part la normalisation des relations au sein du moyen Orient entre l'Iran et ses voisins, et d'autre part la normalisation entre plusieurs pays arabes et Israël dans le cadre des accords d'Abraham, mais pas définitivement avec l'Arabie Saoudite, principal pivot géopolitique et énergétique de la région. Cette dernière vient de suspendre les discussions sur une éventuelle normalisation avec Israël, et il faut compter avec les populations de l'ensemble des pays de la région qui demeurent encore très hostiles à Israël, qui se prépare à une action visant la destruction de la bande de Gaza. Une situation qui entraînera certainement une réaction massive des populations arabes.

L'Iran est soupçonné d'être à l'origine de l'attaque contre Israël, et doit certainement être en train de se préparer à d'éventuelles provocations en retour. Il correspond aussi à un acteur pétrolier majeur dans la région, représente pas moins de 12% des réserves mondiales de pétrole, et 4% de sa production avec 3,8 millions de barils par jour auxquels il faut rajouter 0,4 millions de barils de distillats.

C'est pratiquement le risque géopolitique le plus important pour les marchés

pétroliers depuis le conflit ukrainien l'année dernière. « Si la guerre en Ukraine nous a appris quelque chose, c'est qu'il ne faut pas sous-estimer l'effet de la géopolitique », a déclaré George Moran, économiste chez Nomura spécialisé sur l'Europe, dans un podcast de la banque. Ce nouveau conflit a déjà augmenté les primes de risque géopolitiques au niveau des marchés pétroliers, et pourrait entraîner des retards importants au niveau de plusieurs projets aussi bien au Moyen Orient qu'en méditerranée.

Les plus fortes craintes concernent le développement du fameux bassin gazier du levant où est situé le gisement de gaz « Léviathan » en pleine zone offshore partagée entre Israël, Liban, Chypre, et Egypte. Ce gisement géant situé au large d'Israël, renfermant 650 milliards M3 de gaz, est opéré par la société israélienne NewMed Energy en partenariat avec Chevron, Ratio Oil Corp, et fait l'objet de négociations avec les compagnies BP et Adnoc intéressées par l'acquisition de 50% des parts pour environ 2 milliards de dollars. Mais il semble « que les dirigeants de BP et d'Adnoc s'attendent à de nouveaux retards dans la conclusion de l'accord jusqu'à ce que la situation politique s'améliore ».

Un peu plus au nord au niveau de la zone offshore libanaise, TotalEnergies, associée aux compagnies Eni et QatarEnergy, est opérateur sur le bloc 9 où elle compte forer son premier puits.

Tous ces projets ainsi que l'arrêt par Chevron des exportations de gaz naturel via un important gazoduc sous-marin

entre l'entité sioniste et l'Égypte, pourraient être impactés par une implication de l'Iran accusé de soutenir Hamas, et aboutir à une éventuelle généralisation de la guerre au niveau de toute la région.

Les USA grand gagnant ?

A priori la hausse des prix du pétrole ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les prix du gaz aux États-Unis ou sur les dépenses de consommation, ont noté les analystes, mais la naissance de ce nouveau pôle d'instabilité en plus de celui né du conflit russo-ukrainien va prolonger la dépendance de l'Union Européenne du gaz américain dont les exportations en GNL vont certainement s'accroître encore plus sur au moins deux ou trois années.

Même la production pétrolière US est en train de s'accroître de façon régulière puisqu'elle dépasse largement maintenant celle de 2019 avant le COVID 19. Cela peut paraître en contradiction avec la volonté des USA de faire réduire celle des pays de l'OPEP, mais le surplus de production US alimente largement leurs stocks, qui tirent à leur tour le prix du baril à la baisse. Le marché pétrolier va ainsi demeurer lié à la cohésion au sein de l'OPEP+ au point de vue maintien des réductions de production en 2024, mais aussi à la généralisation du conflit au niveau du Moyen Orient au cas où le détroit d'Ormuz viendrait à être bloqué. Dans tous les cas de figure les USA seront les grands gagnants.

Source : Energy magazine



AÏN TEMOUCHENT

Les travaux de mise à niveau du stade »Omar Oucief » tirent à leur fin

Les travaux de réhabilitation du stade Omar Oucief d'Aïn Temouchent tirent à leur fin, après avoir « bien avancé » dans la pose des sièges au niveau des tribunes, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale de la Jeunesse et des Sports. Il s'agit de la dernière opération inscrite dans le projet de mise à niveau de cette infrastructure, dont les travaux ont été lancés, il y a plusieurs mois, a précisé la même source. Outre cette opération, les chantiers ouverts ont concerné également les autres équipements du stade, tels que les vestiaires et le bloc d'hébergement, qui ont fait peau neuve, en plus de la pose d'une nouvelle pelouse synthétique de dernière génération, assure-t-on encore. La réouverture prochaine de cette infrastructure, restée fermée depuis près de quatre années, allégerait la pression sur le stade communal, qui accueille les rencontres et les entraînements de la majorité des clubs locaux, en tête le CR Temouchent, qui évolue en Ligue 2 de football (Gr. Centre-Ouest). Ce dernier ne devrait pas tarder à retourner au stade Omar Oucief, où cette formation, qui ambitionne de jouer la carte de l'accession, sera mise dans de meilleures conditions, selon sa direction. Le stade en question, d'une capacité d'accueil de près de 12.000 places, a été ouvert en 2009. En 2013, il avait accueilli une partie des rencontres du championnat d'Afrique des moins de 20 ans, dont celle du groupe de la sélection algérienne, rappelle-t-on.

EL-OUED

Saisie de plus de 31 000 comprimés de psychotropes

Une quantité de 31 200 comprimés de psychotropes a été saisie et quatre individus ont été arrêtés par la brigade polyvalente des Douanes à Still (wilaya d'El-Meghaïer) relevant de l'inspection régionale des douanes d'El Oued, a-t-on appris dimanche de ce corps constitué. Agissant sur informations faisant état du mouvement suspect de véhicules utilisés dans le transport de la marchandise prohibée, les services des Douanes ont, lors d'une souricière tendue au niveau de la RN-3 reliant Biskra et El-Meghaïer, mis la main sur la quantité précitée de psychotropes dissimulée soigneusement à bord de trois véhicules, a détaillé le chargé de la communication à la division, l'inspecteur principal, Morsi Soltani. L'affaire a donné lieu à la saisie des véhicules et la présentation des quatre mis en cause aux instances judiciaires avant d'être placés en détention provisoire, a conclu la même source.

PORT DE SIDNA YOUCHAA (TLEMCEN)

Lancement de la réalisation d'une poissonnerie et des cases de pêcheurs

Les travaux de réalisation d'une poissonnerie et des cases pour pêcheurs seront lancés, au port de Sidna Youchaa, dans la commune de Dar Yaghmoracene (Tlemcen) à la mi-novembre prochain, a-t-on appris, dimanche, du wali de Tlemcen, Youcef Bechlaoui.

En marge de sa visite aux ports de pêche Sidna Youchaa et Ghazaouet, le wali a indiqué à la presse que le port de Sidna Youchaa, destiné à la pêche en haute mer, a coûté quelque 9 milliards de dinars et n'est pas entré en service en raison de certains travaux complémentaires, tels que la poissonnerie et les 112 cases de pêcheurs, dont 32 seront réalisées à la mi-novembre prochain.

Il a ajouté que les délais des chantiers de réalisation de ces structures varieront entre six

et huit mois, afin de permettre aux opérateurs économiques dans le domaine de la pêche d'exercer leurs activités dans des conditions favorables.

Il a, en outre, indiqué que le dossier de ce port sera minutieusement étudié avec différents opérateurs pour sa mise en service, notant qu'une production halieutique de 9.000 tonnes a été réalisée entre janvier et septembre derniers et il est prévu d'atteindre, d'ici la fin de l'année en cours, 12.000 tonnes de différents types de poissons. M. Bechlaoui a, par ailleurs, fait part de la possibi-

lité du transfert de l'activité des professionnels de la pêche du port de Ghazaouet vers le nouveau port de Sidna Youchaa, ajoutant que le port de Ghazaouet sera consacré aux activités de transport de voyageurs et du commerce.

Pour rappel, le port de Sidna Youchaa s'étend sur 16 hectares en terre et 12 ha pour le bassin du port, comprenant un quai principal de 1km de long et un autre secondaire de 368 mètres, pouvant contenir 295 embarcations de pêche, dont 150 petits métiers, 65 palan-griers, 70 sardiniers et 10 thoniers.

ORAN

65 cantines scolaires en 2 ans

Le secteur de l'Education nationale dans la wilaya d'Oran s'est renforcé, ces deux dernières années, par 65 cantines scolaires, a-t-on appris, dimanche, du directeur de l'Education nationale de la wilaya.

Il s'agit de 11 cantines scolaires, qui sont entrées en service durant la saison scolaire en cours

(2023-2024), ainsi que de 54 autres cantines, entrées en service l'année dernière au niveau des écoles et des groupements scolaires du cycle primaire, à travers les différentes communes de la wilaya, a indiqué à l'APS Abdelkader Oubelaïd.

Le même responsable a souligné que « cela ne s'est jamais produit, auparavant », ajoutant que « le renforcement du secteur par

ce nombre de cantines scolaires a permis de couvrir la moitié du nombre d'écoles primaires ». M. Oubelaïd a ajouté que « le secteur dispose, actuellement, de 320 cantines scolaires à travers l'ensemble des communes de la wilaya ».

Durant l'année scolaire en cours, le taux de la couverture financière des repas chauds est passé de 48% à 100%, afin

d'augmenter le nombre de repas chauds servis aux élèves, passant ainsi de 92.000 à 208.000 repas, selon le directeur de l'Education nationale.

A signaler que la wilaya d'Oran dispose de plus de 900 établissements éducatifs dans les trois cycles d'enseignement, à savoir 613 écoles primaires, 197 CEM et 93 lycées.

PÉNÉTRANTE RELIANT LE PORT D'ORAN À L'AUTOROUTE EST-OUEST

Réception du projet fin 2023

Le projet de la pénétrante reliant le port d'Oran et l'autoroute Est-Ouest, s'étendant sur une distance de 26 km, sera réceptionné vers la fin de l'année en cours, a-t-on appris, lundi, des services de la wilaya. Les travaux de réalisation de ce projet, confié à un groupe algéro-turc (Makyol) pour un coût global de 50 mil-

liards de DA, avancent à un rythme soutenu, atteignant un taux de plus de 95 %. Il sera livré vers la fin de l'année en cours, selon la même source.

Ce projet structurant avait accusé un retard dans la réalisation pour des raisons techniques, notamment cinq glissements de terrain, qui ont été traités et pris en

charge définitivement. Réalisé avec des techniques modernes, il compte cinq ouvrages d'art avec la réalisation d'une trémie à deux accès sur une longueur de 930 mètres et une autre de 1.580 m, un pont de 680 m de long, une autre voie traversant la mer et une voie express, a-t-on ajouté. Ce projet permettra, une

fois mis en service, de conférer une valeur ajoutée et une dynamique économique à la capitale de l'Ouest du pays, en plus de décongestionner le trafic, en donnant une plus grande fluidité au trafic des camions fréquentant le port via l'ancienne route, avec une moyenne de 1.600 engins/jour.

CHLEF

Raccordement de 91 cités au réseau de fibre optique

Quatre-vingt et onze (91) cités, réparties sur 27 communes de la wilaya de Chlef, ont été raccordées au réseau de fibre optique dans le cadre du développement des prestations fournies en la matière, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction opérationnelle d'Algérie Télécom (AT).

« Ces raccordements vont permettre un relèvement à 300 mégapixels du débit Internet », a indiqué le sous-directeur technique, Mohamed Bouziane, soulignant l'installation, durant l'année en cours, de huit (8) nouveaux centres téléphoniques dotés du service de fibre optique. « Avec ces nouveaux centres, la wilaya compte un total de 31 installations similaires (dont 23 installées en 2022), dotés d'une capacité théorique estimée à 60.000 accès FTTH (Fiber to the Home ou fibre optique jusqu'au domicile) ». Le même responsable a ajouté que de nom-

breux projets de développement du réseau de fibre optique sont en cours d'achèvement dans les communes de Chlef, Sidi Okacha, Dhahra, Harranfa, Taouegrite et Boukadir. » Ces projets qui devraient être réceptionnés d'ici la fin de l'année en cours, permettront l'installation de 2.500 nouveaux accès pour assurer des services Internet à haut débit aux abonnés », a-t-il dit. Parallèlement au développement du réseau de fibre optique, les services de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom de Chlef œuvrent à la modernisation du réseau cuivre, dans l'attente de l'achèvement du réseau de fibre optique et le basculement prochain des clients vers ce dernier. Quelque 24 centres téléphoniques, représentant 16 % de l'ancien réseau cuivre, ont été rénovés, dans ce cadre, a noté M. Bouziane. Il a souligné, à ce propos, qu'au titre de son plan d'action 2024, l'entreprise vise la modernisation de

69 centres téléphoniques, soit 70% du réseau cuivre actuel, en vue d'atteindre un taux de couverture de 100 % de daïras, en fibre optique. Pour inciter ses abonnés à adopter le service FTTH, garantissant des offres à haut débit et des services de qualité, la direction d'Algérie Télécom de Chlef a initié des opérations de vente de proximité à travers l'ensemble des communes de la wilaya, ce qui a eu pour résultat la hausse du nombre des abonnés à plus de 15.000, selon les précisions de la même source. Au plan infrastructurel, la même direction a ouvert mardi dernier une nouvelle agence commerciale dans la commune de Chettia, dotée d'une entrée et d'un guichet exclusivement dédiés aux personnes aux besoins spécifiques, dans le cadre de son rapprochement des citoyens et de la prise en charge optimale des besoins de ses abonnés, a-t-on fait savoir.

Le capitalisme européen sur modèle allemand est à bout de souffle

Pendant le règne d'Angela Merkel, l'intégration européenne néolibérale a servi de cadre à la croissance allemande alimentée par les exportations. Mais la guerre sur le continent et une série de crises ont montré les limites de ce modèle, provoquant des scissions au sein du gouvernement d'Olaf Scholz.

Suite et fin

Par David Karas (*)

La théorie française de la régulation (FRT) [théorie économique qui vise à tenter d'expliquer le passage de la croissance à la crise, sans invoquer de chocs externes, Ndt] propose une taxonomie complète des crises capitalistes qui résultent des frictions entre un système donné d'accumulation capitaliste et le mode de régulation qui le soutient. Il faut résister à l'envie d'ajouter au nombre pléthorique d'articles d'opinion recyclant la même citation d'Antonio Gramsci sur le « nouveau monde qui peine à naître », qui n'est pas très convaincante. Il serait plus productif, pour évaluer l'état actuel du néolibéralisme européen, d'identifier ces crises émergentes : démêler le changement et la continuité au niveau même des institutions, des configurations politiques et des idéologies qui, ont longtemps permis au modèle allemand orienté vers l'exportation se maintenir sa position stable au coeur de l'Europe.

Un modèle fragile

La stratégie allemande de croissance par l'exportation s'appuie depuis longtemps sur trois éléments fondamentaux : Premièrement, une coalition de partis dominants, de petites et moyennes entreprises (PME) conservatrices, mais aussi de grands conglomerats industriels orientés vers l'exportation, ainsi que de segments de syndicats cooptés dans les secteurs manufacturiers. Deuxièmement, les institutions nationales allemandes chargées de réguler l'argent, le travail et les entreprises ont été transférées au niveau de l'UE, imposant au reste de l'UE le modèle allemand de réduction des salaires et les engagements ordo libéraux en matière de rigueur budgétaire et de faible inflation. Troisièmement, les mécanismes commerciaux tant au niveau régional que mondial ont permis aux multinationales allemandes d'accéder à des ressources bon marché — main-d'œuvre d'Europe de l'Est, énergie russe bon marché — ainsi qu'à un marché d'exportation solide en Chine et aux États-Unis. Aujourd'hui, tous ces piliers sont fracturés.

En ce qui concerne sa stabilisation politique interne, le capitalisme allemand s'est appuyé sur un compromis idéologique et politique de longue date entre une aile ordo libérale liée aux PME (le Mittelstand) et de grands conglomerats industriels exportateurs plus opportunistes, qui ont bénéficié de la mondialisation et de l'intégration de l'Europe centrale dans l'UE. Ce compromis s'est effondré : l'aile ordo libérale reste attachée à l'austérité, alors même que sa branche industrielle orientée vers l'exportation fait pression pour lever les barrières fiscales afin que les subventions puissent aider l'industrie allemande à concurrencer ses rivales américaine et chinoise. Au cours des quatre dernières années, le Ministère de l'économie s'est servi de ses initiatives en matière de politique industrielle pour rééquilibrer son bloc social en marginalisant stratégiquement le Mittelstand.

Ce qui pourrait apparaître comme un conflit politique entre le ministre des finances libéral Christian Lindner (FDP) et ses partenaires de coalition est en fait une fracture entre différentes factions du capital allemand associées à divers pans de l'État et de l'électorat. Des études récentes ont montré qu'en matière d'exportation, les succès de l'Allemagne ont paradoxalement conduit à un divorce entre la finance allemande et le capital industriel : alors que les entreprises industrielles allemandes dépendaient auparavant des banques nationales, elles se financent désormais sur les marchés internationaux de capitaux, tandis que les banques allemandes préfèrent elles aussi investir à l'étranger.

Deuxièmement, alors que l'UE a longtemps servi de démonstrateur des performances allemandes en matière de croissance des exportations, le consensus néolibéral concernant la forme, le contenu et l'objectif de l'intégration européenne est aujourd'hui complètement dépassé. L'UE a beau être une union de vingt-sept modèles différents de capitalisme national, l'Allemagne n'est pas seulement une référence parmi ses pairs en raison de sa taille : c'est aussi l'État capitaliste dont les institutions nationales ont largement façonné le cadre réglementaire de l'ensemble de l'union.

Entre l'Acte unique européen de 1986 et la crise financière mondiale de 2007, un consensus néolibéral a prévalu quant à la forme, le contenu et l'objectif de l'intégration européenne,

réconciliant les intérêts du capital organisé, des principaux États membres de l'UE et de la Commission. Au milieu des années 1980, cette alliance s'est forgée autour de l'idée commune que la privatisation, la dérégulation et les fusions transnationales constituaient la meilleure chance possible pour redynamiser une croissance et une compétitivité languissantes partout en Europe.

Outre le grand capital, deux acteurs en ont considérablement profité : Le premier est l'Allemagne, dont les préférences politiques nationales en matière de gestion de l'argent, des salaires et des entreprises ont été transférées au niveau de l'UE par le biais de l'austérité budgétaire, de la politique monétaire anti-inflationniste, du blocage des salaires et de la politique de concurrence ordo libérale. Le modèle allemand de capitalisme exportateur a ainsi été efficacement européanisé. Le deuxième bénéficiaire est la Commission : son mandat, qui consiste à favoriser l'intégration de l'UE en identifiant et en supprimant les restrictions à la concurrence, a considérablement accru son autonomie relative.

Alors que l'UE a longtemps servi à étayer les performances allemandes en matière de croissance des exportations, le consensus néolibéral concernant la forme, le contenu et l'objectif de l'intégration européenne est aujourd'hui complètement dépassé.

Aujourd'hui, à l'inverse, le consensus sur l'austérité budgétaire a été remplacé par un champ de bataille entre les révoltes populaires contre les freins austéritaires de l'UE en matière de dépenses publiques et une orthodoxie qui s'efforce de réimposer la rigueur budgétaire et de clore le chapitre du « keynésianisme d'urgence ». Les politiques de concurrence de l'UE, qui étaient autrefois le cœur battant du consensus néolibéral européen, ont été spectaculairement désavouées par les gouvernements français et allemand, qui les qualifient aujourd'hui de camisole de force imposée à la compétitivité européenne. Plus fondamentalement, le fédéralisme « en douce » qui a élargi les pouvoirs de la Commission est aujourd'hui vivement contesté par les principaux États membres : même si Berlin, Paris et Bruxelles parlent tous de souveraineté européenne et d'« autonomie stratégique », il y a une véritable guerre ouverte pour déterminer qui est le souverain légitime en Europe et qui devrait, in fine, voir son autonomie renforcée — la Commission, le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement, ou les États membres eux-mêmes.

Pendant longtemps, il a été communément accepté que les crises pousseraient mécaniquement l'UE sur la voie du fédéralisme en forçant les États-nations souverains à mettre en commun leurs compétences et leurs ressources dans leur effort pour surmonter les problèmes liés à une action collective. Pourtant, l'idée d'une Union européenne qui « échoue » à avancer vers un avenir fédéral a été nettement testée par le Brexit, le COVID-19 et la guerre actuelle sur le continent. En réalité, la gestion de crise permanente des quinze dernières années a marginalisé la Commission et consolidé le Conseil européen — et donc les dirigeants nationaux — en tant que gouvernement effectif de l'UE (avec Merkel en tant que présidente de facto). Le consensus des années 1980, qui tablait sur une intégration européenne par le biais d'une convergence technocratique des régulations confiée à la Commission, est largement tombé en désuétude. Pourtant, aujourd'hui, la demande de renforcement des compétences de l'UE pour gérer les défis actuels se heurte à une forte opposition dans les capitales européennes qui refusent de confier des pouvoirs supplémentaires à la Commission.

Dernier point, l'accès de l'Allemagne à des intrants bon marché et à un marché d'exportation solide se trouve considérablement limité. Les chaînes d'approvisionnement industrielles allemandes sont des réseaux transnationaux, avec un pôle important en Europe centrale : tout au long des années 1990 et 2000, l'Allemagne s'est adaptée à la pression concurrentielle de l'industrie est-asiatique en externalisant des segments de production à faible valeur ajoutée dans des pays post-socialistes d'Europe centrale afin de comprimer les coûts salariaux et énergétiques. Pour les multinationales allemandes, l'Europe centrale offrait non seulement une main-d'œuvre bon marché, mais aussi une infrastructure énergétique peu coûteuse dépendant des combustibles fossiles russes.

Aujourd'hui, les conséquences du choc des prix de l'énergie de 2022 sont évidentes : à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les prix de l'énergie ont considérablement augmenté en Europe, et ce, plus qu'aux États-Unis ou en Chine, affectant en

premier lieu la compétitivité des prix des secteurs d'exportation de l'industrie manufacturière à forte consommation d'énergie. De nouvelles configurations institutionnelles, politiques et idéologiques au niveau de l'Allemagne et de l'UE doivent trouver enfin un moyen de maintenir à flot la croissance tirée par les exportations, sinon ce système d'accumulation va s'effondrer.

Un deuxième problème concerne les pénuries de main-d'œuvre, qui se font particulièrement sentir en Allemagne et en Europe centrale. Selon des estimations récentes, l'Allemagne aurait besoin d'un solde migratoire stable de quatre cent mille personnes par an (c'est-à-dire plus d'arrivées que de départs) pour enrayer les pénuries de main-d'œuvre dans le pays. La dépopulation, le vieillissement démographique et les bas salaires sont aujourd'hui le profil type des pays d'Europe centrale et orientale, qui jouent le rôle d'arrière-pays pour l'industrie allemande.

Il est intéressant de noter que la dépopulation de l'Europe centrale a eu pour conséquence une hausse régulière des salaires, ce qui compromet l'un des principaux avantages comparatifs de la région. En théorie, cela devrait se traduire par une amélioration de l'influence des syndicats — en pratique, cependant, l'Europe centrale est devenue un laboratoire de tentatives désespérées destinées à verrouiller le capital allemand en intensifiant l'exploitation de la main-d'œuvre et des ressources naturelles : une législation anti-ouvrière radicalisée, un nivellement par le bas des taux d'imposition des sociétés et la prolifération de traités bilatéraux visant à importer une main-d'œuvre docile et sous-payée depuis l'extérieur de l'Union européenne.

Changement de cap

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent aujourd'hui pour affirmer que le système d'accumulation allemand, fondé sur les exportations, pourrait ne pas être viable sous sa forme actuelle. Après tout, les institutions, les alliances politiques, les idéologies et les infrastructures qui l'ont soutenu au niveau national et plus largement en Europe sont toutes confrontées à des crises profondes. Deux scénarios principaux se profilent à l'horizon : soit de nouvelles configurations institutionnelles, politiques et idéologiques au niveau de l'Allemagne et de l'UE finissent par trouver un moyen de maintenir à flot la croissance alimentée par les exportations, soit ce système d'accumulation s'effondre.

Dans le premier scénario, une restauration néolibérale ne suffira pas à surmonter les défis existants : de Budapest à Berlin ou Rome, la normalisation actuelle de nouveaux cadres juridiques permettant d'importer des masses de travailleurs temporaires, non syndiqués et originaires des pays du Sud, percevant de faibles salaires, ayant des droits du travail minimaux et étant explicitement exclus de tout droit à la citoyenneté, n'est qu'un exemple des innovations dystopiques qui seront nécessaires pour revitaliser le modèle euro-allemand fondé sur l'exportation.

Le deuxième scénario est celui de l'effondrement de ce système d'accumulation : l'accès aux intrants tels que la main-d'œuvre, les technologies étrangères, l'énergie et les ressources naturelles pourrait être considérablement limitées pour les entreprises européennes prises dans la rivalité mondiale qui oppose les États-Unis et la Chine. L'accès de l'Europe aux marchés d'exportation chinois et américains pourrait également être sévèrement restreint ou, à l'inverse, si ces marchés sont trop attrayants et qu'il faut faire un compromis, les entreprises européennes pourraient préférer sacrifier leur ancrage en Europe. Sur le plan politique, la droite européenne s'emploie déjà à créer les conditions du premier scénario : il appartient à la gauche de riposter et de proposer une alternative.

(*) Chercheur postdoctoral en économie politique internationale et comparative.

DÉCARBONISATION DU
SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ
AU MAROC

La BERD apporte son appui

Le Maroc est reconnu comme ayant l'une des stratégies les plus ambitieuses de la région pour développer les énergies renouvelables et les technologies vertes. Le pays bénéficie depuis plus d'une décennie du soutien de la BERD pour la décarbonisation de son secteur énergétique.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable (METSD) du Maroc ont annoncé unir leurs forces pour accélérer la décarbonisation du secteur de l'électricité du pays.

Dans un protocole d'accord signé le 11 octobre à Marrakech les deux parties ont convenu d'approfondir leur coopération pour aider à faire avancer la transition énergétique au Maroc, en se concentrant sur l'accélération du déploiement des énergies renouvelables et le renforcement du réseau électrique,

« Nous sommes très heureux d'annoncer cette coopération avec notre partenaire de longue date, la BERD qui intervient à un moment crucial pour nos relations avec nos partenaires européens, conformément au partenariat vert signé par le Maroc. Ce protocole d'accord soutiendra un élément clé de notre stratégie : renforcer les réseaux et assurer un financement durable à long terme dans des systèmes énergétiques agiles et robustes », a commenté Leila Benali (photo), la ministre. Il y a un an, le Royaume chérifien signait un « partenariat vert » avec l'Union européenne.

LE CHINOIS HENGSHENG
DYING ZHEJIANGInvestissement de 70
millions \$ dans une usine
de textile-habillement en
Egypte

L'usine, qui sera installée sur un terrain de 200 000 mètres carrés dans la zone industrielle de West Qantara, devrait générer à terme près de 1 500 emplois directs.

L'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone) a annoncé, dans un communiqué publié dimanche 15 octobre, la signature d'un accord avec le groupe chinois Hengsheng Dying Zhejiang pour l'implantation d'une usine de textile-habillement en Egypte.

L'usine, qui sera construite sur un terrain de 200 000 mètres carrés dans la zone industrielle de West Qantara, nécessitera un investissement de 70 millions de dollars, a-t-on ajouté de même source. Elle devrait générer à terme près de 1 500 emplois directs.

L'accord relatif à l'établissement de ce site industriel a été signé en marge d'un road-show mené par une délégation de dirigeants de l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez dans la ville chinoise de Hangzhou. Lors de ce road-show destiné à présenter les opportunités d'investissement en Egypte aux entreprises chinoises, trois lettres d'intention ont été également signées avec Shaoxing Yuding Textile Company, Shengzhou Captain Industrial & Trading Company et Indochine Holdings pour l'implantation d'usines de textile-habillement en Egypte.

EGYPTE

Banque Misr obtient 234 millions \$
pour renforcer ses prêts aux PME

Le projet vise à soutenir des entités qui emploient la grande majorité de la main-d'œuvre du secteur privé égyptien et qui constituent la plus importante source de création d'emplois dans le pays.

Banque Misr, la deuxième plus grande banque publique d'Egypte, est sur le point d'obtenir un prêt sénior en devises d'un montant de 234 millions \$ de la part de la Société financière internationale (SFI). L'accord de prêt a été annoncé dimanche 15 octobre, en marge des assemblées annuelles 2023 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Marrakech, au Maroc. Le financement obtenu sera consacré à l'expansion des prêts de la banque aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux très petites entreprises (TPE) privées. La banque centenaire réservera la moitié de ces 234 millions \$ aux PME et TPE appartenant à des femmes, ceci pour réduire le déficit de financement auquel ces entreprises sont confrontées. En ciblant le segment des PME



et TPE, Banque Misr espère accroître l'accès au financement à l'endroit de ces entreprises qui emploient la grande majorité de la main-d'œuvre du secteur privé égyptien et constituent la plus importante source de création d'emplois dans le pays. S'agissant d'entreprises dirigées par des femmes, l'institution financière y accorde un intérêt, surtout après avoir proposé des services bancaires à plus de

55 000 femmes en 2022 et mis sur pied un programme spécifique dédié aux conseils et au développement d'entreprises appartenant à des femmes.

« Notre partenariat avec la SFI contribuera à accroître le nombre d'entreprises dirigées par des femmes dans notre portefeuille bancaire pour PME, et à renforcer l'inclusion financière des femmes entrepreneurs à travers le pays », a déclaré Moha-

med El Etreby, président de la Banque Misr. Rappelons qu'au départ, la SFI envisageait d'accorder jusqu'à 260 millions \$ à la Banque Misr. Ce montant initial annoncé dans sa note de projet de mai 2023 a finalement été revu à la baisse pour atteindre 234 millions \$. Sur cette somme, la filiale du groupe de la Banque mondiale apportera sous fonds propres 190,7 millions \$, tandis que les 43,3 millions \$ restants proviendront du programme One Planet géré par la SFI. Les secteurs d'activité des TPE et PME qui seront soutenus par le projet comprennent principalement la construction, l'industrie manufacturière, la promotion immobilière, l'alimentation et les boissons, et d'autres services qui devraient avoir des risques environnementaux et sociaux négatifs limités.

HAUSSE DE LA PRODUCTION D'OR NOIR EN LIBYE

Des résultats prévus dans deux à trois ans

Depuis plusieurs mois, la Libye s'est engagée dans un vaste de plan d'augmentation de sa production pétrolière. L'objectif étant d'atteindre un plateau d'environ 2 millions b/j, contre environ 1,2 million b/j, actuellement.

En Libye, Mohammed Aoun (photo), le ministre du Pétrole et Gaz, s'est exprimé dimanche 15 octobre, sur la politique mise en œuvre depuis quelques mois par l'État, pour soutenir et augmenter le plateau de la production pétrolière.

Le ministre a expliqué que les initiatives entreprises dans ce sens, notamment la relance de puits pétrogaziers producteurs précédemment hors service, entre autres, devraient produire des résultats effectifs d'ici au moins 2 à 3 ans.

En attendant, les autorités tablent sur un investissement de 17 milliards de dollars dans les infrastructures pétrolières et gazières. Des fonds qui intègrent également le développement de plusieurs gisements, nouvellement découverts. Tout ceci ne constituant

qu'une partie du plan du gouvernement pour atteindre son objectif de produire de 2 millions b/j de brut. L'autre partie de cette stratégie consiste, a-t-il indiqué, à exploiter le pétrole de schiste dont la Libye hébergerait la cinquième plus grande réserve au monde. D'après le ministre, un projet pilote dédié à cette initiative devrait être bientôt finalisé. Parallèlement, le gouvernement prévoit de lancer en 2024, plusieurs cycles d'attribution de droits pétroliers pour encourager l'exploration, aussi bien en mer qu'à terre.

GAZ NATUREL

La Mauritanie, désormais membre observateur du
Forum des pays exportateurs

Il y a environ un an, le Sénégal, voisin de la Mauritanie et engagé avec cette dernière sur le projet gazier, annonçait avoir rejoint le GECF, une organisation considérée par certains comme l'OPEP du gaz.

La Mauritanie a adhéré, mercredi 11 octobre, au cercle des États membres du Forum des pays exportateurs (GECF). Le pays rejoint ainsi l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, la Malaisie, le Mozambique, la Norvège et le Pérou avec le statut d'observateur.

« Le GECF souhaite la bienvenue à la République islamique de Mauritanie en tant que nouveau membre et présente ses meilleurs vœux aux dirigeants et au peuple mauritanien alors qu'ils s'engagent sur la voie de l'exportation de gaz naturel liquéfié », a déclaré le GECF en marge de la 25ème réunion ministérielle de l'organisation, tenue à Malabo, en Guinée équatoriale.

D'après celle-ci, « cet élargissement représente une avancée significative dans la stratégie d'ouverture, de dialogue et de coopération du Forum ». Il intervient dans un contexte où la Mauritanie met en œuvre des investissements conséquents pour assurer la monétisation de ses importantes réserves gazières.

Outre le gisement de gaz naturel Grand Tortue Ahmeyim (GTA) qui devrait bientôt arriver en phase opérationnelle, les réserves BirAllah, Banda ou encore Pelican sont parmi les projets gaziers les plus stratégiques sur lesquels mise le pays pour soutenir sa croissance économique.

Notons que le GECF, c'est, outre les pays observateurs, 11 pays membres à part entière couvrant ensemble environ 72 % des réserves totales de gaz dans le monde. Le forum entend jouer un rôle encore plus important sur l'échiquier énergétique global.

EN AFRIQUE DE L'OUEST

La demande croissante en poissons offre de larges opportunités dans l'aquaculture

Grande consommatrice de poisson, l'Afrique de l'Ouest recourt aux importations pour satisfaire une demande croissante, alors que la surpêche réduit chaque jour un peu plus les stocks côtiers.

Ce qui conduit les gouvernements à miser de plus en plus sur l'aquaculture, un secteur promis à un important développement. Mais il faudra d'abord régler les difficultés d'approvisionnement en intrants, de financements et d'accès aux technologies. Bien qu'elle ait été multipliée par plus de dix au cours des deux dernières décennies, la production aquacole en Afrique de l'Ouest n'arrive pas encore à se substituer aux importations de poissons dans une région où le système de production, essentiellement basé sur les captures, a atteint ses limites, souligne un rapport publié le 13 octobre par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « En Afrique de l'Ouest, l'aquaculture connaît un regain d'intérêt, mais l'essor prendra encore du temps », le rapport révèle que plusieurs pays de la région affichent des niveaux de consommation de poissons par habitant parmi les plus élevés du continent. Au Sénégal et au Ghana, la consommation atteint ainsi respectivement 29 kg et 25 kg par habitant et par an, soit plus du double de la moyenne africaine (10 kg) et un peu plus que le niveau mondial moyen (20,5 kg). Dans d'autres pays comme la Gambie, la Mauritanie, le Nigeria elle reste aussi supérieure à 10 kg. Avec l'augmentation des revenus, de l'urbanisation et la préférence de plus en plus marquée des consommateurs pour le poisson qui est perçu comme plus sain et nutritif comparativement aux autres produits carnés, les besoins de la région devraient aller crescendo dans les prochaines années. Alors que les besoins actuels dépassent déjà l'offre et impliquent des importations massives de poissons, la problématique de l'ap-

provisionnement en cette source de protéines se pose avec acuité en Afrique de l'Ouest. Les différents pays côtiers de la région ont une riche tradition de pêche grâce à leurs eaux poissonneuses, mais la surexploitation et la dégradation des écosystèmes aquatiques mettent à mal les stocks de poissons. La surpêche et la pêche illégale ont représenté 40% des captures en Afrique de l'Ouest entre 2012 et 2015, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Pour tenter de satisfaire les besoins croissants des populations, les gouvernements misent de plus en plus sur le secteur aquacole. Plusieurs pays de la région, dont le Sénégal, le Niger et le Nigeria, ont annoncé ces dernières années le lancement de feuilles de route pour développer leurs filières aquacoles.

Un engagement politique plus important est nécessaire

Le rapport élaboré par notre confrère Espoir Olodo, précise d'autre part que la production de poissons issus de l'aquaculture reste encore modeste en Afrique de l'Ouest. A l'échelle régionale, la production aquacole a atteint 345 300 tonnes en 2020, soit environ 12% de la production halieutique totale. Mais cette contribution de l'aquaculture à l'offre totale de poissons cache des disparités entre les pays. Elle varie de 17% au Ghana à 5% en Côte d'Ivoire et plonge à moins de 1% au Sénégal. Plus généralement, l'aquaculture a connu un développement important dans la région ouest-africaine au cours des deux dernières décennies. De nombreux pays où la filière était quasi-inexistante au début du 21ème siècle ont investi dans les exploitations aquacoles tandis que d'autres ont renforcé leur industrie avec la multiplication d'entre-

prises de petites et moyennes tailles. En 20 ans, l'offre ouest-africaine a ainsi été multipliée par plus de 10 en partant d'un niveau de seulement 32 000 tonnes en 2000. Pour l'essentiel, la dynamique régionale est portée par le Nigeria, dont la production aquacole a atteint environ 262 000 tonnes de poissons en 2020. Le pays le plus peuplé d'Afrique est suivi de loin par le Ghana, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Bénin. Si globalement, la tendance est positive pour l'aquaculture ouest-africaine, son rythme de progression reste encore faible pour espérer réduire les importations croissantes à court ou moyen terme. Les importations de produits halieutiques ont fluctué entre 1,6 et 1,9 million de tonnes durant la période 2018-2022, soit entre 33 et 40% de la consommation de la région durant la période sous revue. La facture des achats a atteint en moyenne 1,8 milliard de dollars. Notant que la région dispose de plusieurs atouts pour développer la filière, dont un réseau hydrographique dense et la proximité du vaste marché nigérian, le rapport identifie cependant plusieurs freins à l'essor de l'aquaculture. Il s'agit des difficultés d'approvisionnement en intrants (aliments aquacoles et alevins), du manque des financements, du déficit de formation des aquaculteurs et de leur accès limité aux nouvelles technologies. Pour relever ces défis, les pays de la région devraient faire preuve d'un engagement politique plus important en offrant aux investisseurs privés un environnement incitatif et protectionniste vis-à-vis des importations, et en renforçant la coopération régionale, le partage des meilleures pratiques, l'harmonisation des réglementations et surtout la promotion du commerce intra-régional.

NIGERIA

Imperium de Sterling Bank s'associe à JinkoSolar pour révolutionner le secteur de l'énergie solaire

L'initiative Imperium de Sterling Bank Limited s'est associée à JinkoSolar Holding Co. pour s'attaquer aux problèmes d'importations auxquels sont confrontés les distributeurs de produits photovoltaïques et les développeurs d'énergie solaire au Nigeria. M.Olabanjo Alimi, responsable des transports et des énergies renouvelables (énergies renouvelables numériques et mobilité) à la Sterling Bank, a annoncé

cette collaboration dans un communiqué. Il a déclaré que l'initiative Imperium vise à rationaliser le processus pour les distributeurs et les développeurs, en leur évitant d'avoir à se procurer des devises étrangères à des taux coûteux pour financer leurs achats de panneaux photovoltaïques. Cela permettra de réduire considérablement les coûts et de rendre l'énergie solaire plus accessible aux ménages et aux entreprises.

POUR CLORE UN DIFFÉREND SUR L'OR

La Tanzanie verse 30 millions de dollars à une compagnie canadienne

En juillet 2023, le tribunal d'arbitrage de la Banque mondiale a condamné l'État tanzanien à verser plus de 100 millions \$ à Indiana Resources pour lui avoir retiré illégalement un permis minier. Dans une affaire similaire avec Winshear Gold, les autorités locales ont négocié un accord à l'amiable. L'État tanzanien a versé 30 millions de dollars à la compagnie minière canadienne Winshear Gold Corp., pour clore un différend judiciaire relatif au retrait de plusieurs titres miniers à la dite société. C'est ce qu'a annoncé Winshear dans un communiqué publié le 16 octobre.

«Ce règlement est bénéfique à la fois pour la Tanzanie et pour Winshear, et nous sommes heureux d'être parvenus à une conclusion mutuellement acceptable dans cette affaire. Il est temps pour les deux parties d'aller de l'avant et nous souhaitons à la Tanzanie de réussir à attirer de nouveaux investissements», a commenté Richard Williams, PDG de Winshear Gold. La compagnie avait en effet ouvert cette année une procédure d'arbitrage contre la Tanzanie devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), un membre du groupe de la Banque mondiale. Winshear re-

prochait aux autorités du pays d'Afrique de l'Est le retrait des droits miniers couvrant son projet aurifère SMP, et leur réattribution sans aucun dédommagement, en violation du droit international et de l'accord international d'investissement entre le Canada et la Tanzanie. Il faut rappeler que ce n'est pas la première fois que l'État tanzanien est obligé de payer une compagnie, en raison du retrait illégal de droits miniers. C'est en effet pour la même raison que le CIRDI a condamné Dodoma à verser plus de 100 millions de dollars à Indiana Resources. Le gouvernement a décidé de contester cette décision.

NAMIBIE

Le démarrage de l'exploitation pétrolière en mer, repoussé à 2030

La Namibie se prépare activement à exploiter les gisements pétroliers mis en évidence dans ses eaux territoriales ces derniers mois. Récemment, une extension portuaire a été annoncée dans cette perspective.

Maggy Shino, commissaire au pétrole au ministère namibien des Mines et de l'Énergie, s'est exprimée mercredi 11 octobre au sujet des découvertes pétrolières offshore réalisées dans le pays et du plan envisagé pour l'extraction de ces ressources. L'exploitation de ces gisements est désormais attendue pour 2030.

Ceci est un changement par rapport aux prévisions initiales qui, jusqu'ici, tablaient sur 2026. Si les raisons de ce changement n'ont pas été précisées, on sait néanmoins que la profondeur et les conditions météorologiques récurrentes sur le gisement Venus par exemple, devraient être un défi à l'exploitation accélérée envisagée par les parties prenantes. D'après la commissaire au pétrole, celles-ci envisagent l'utilisation d'une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) pour faciliter l'extraction du brut. Les travaux d'évaluation des gisements, dont Graff, outre Venus, sont en cours d'exécution depuis plusieurs mois et on estime que ceux-ci hébergent environ 7 milliards de barils équivalents pétrole.

EUROPE

Peu de mouvement dans l'attente des résultats

Les principales places boursières européennes sont en très légère hausse ce matin, Francfort, Paris et Londres gagnant entre 0,1% et 0,4% dans un contexte d'attente des résultats d'entreprises qui doivent accélérer dans les prochains jours.

En Europe, Ericsson a dévoilé ce matin des performances trimestrielles conformes à ses objectifs (voir plus bas), mais précisé que l'environnement économique 'incertain' persisterait jusqu'en 2024. Aux Etats-Unis, plusieurs ténors de la cote tels que Bank of America, Goldman Sachs ou Johnson & Johnson doivent publier leurs comptes avant l'ouverture de Wall Street. Sur le front des statistiques, les investisseurs ont pris connaissance de l'indice ZEWdu

sentiment économique pour l'Allemagne : tout comme le mois précédent, il a enregistré une hausse dans l'enquête d'octobre : à -10,3 points, il se montre supérieur de 1,1 point à sa valeur du mois d'août. Les intervenants suivront également cet après-midi aux Etats-Unis la publication des ventes de détail, de la production industrielle, puis des stocks des entreprises. Dans l'attente des indicateurs économiques du jour, le rendement des Treasuries américaines à dix ans remonte à 4,75%, un mou-

vement imité par les emprunts de référence en Europe avec un bund allemand à 2,80% et des OAT à 3,42%. Sur le marché de l'énergie, les cours pétroliers marquent une pause après leur brusque remontée de la semaine passée, avec un baril de Brent légèrement en-dessous des 90\$. Dans l'actualité des sociétés européennes, Ericsson a donc fait état ce matin d'une lourde perte au titre du troisième trimestre en raison de la comptabilisation d'une charge de dépréciation liée à l'acquisition de Vonage, un spécialiste du 'cloud' qu'il avait racheté en 2022. L'équipementier de réseaux suédois indique que sa perte nette s'est établie à 30,5 milliards de couronnes suédoises sur le trimes-

tre écoulé (environ 2,6 milliards d'euros), à comparer avec un bénéfice net de 5,4 milliards de couronnes un an plus tôt. De son côté, Rolls-Royce a annoncé aujourd'hui son intention de rendre son organisation 'plus simple et plus rationalisée'. Le groupe estime que 2000 à 2500 postes seront supprimés dans le monde sur un total de 42 000. Enfin, BT a annoncé aujourd'hui la mise en place d'un tout nouveau réseau international qui permettra aux clients professionnels de connecter les multiples cloud que les entreprises utilisent pour leurs applications et données avec les utilisateurs, ce qui leur permettra de 'profiter de la nouvelle vague d'automatisation numérique et d'IA'.

PARIS

À l'équilibre avant des statistiques et les résultats

La Bourse de Paris débute la séance sans grand changement mardi matin, les investisseurs préférant limiter leurs initiatives avant une série d'indicateurs économiques et de résultats d'entreprise. L'indice CAC40 est stable vers 7022 points. Le marché parisien avait achevé la séance de lundi sur une hausse anecdotique de 0,3% à 7022 points, dans des volumes d'échanges réduits représentant à peine 2,5 milliards d'euros. Graphiquement, le CAC demeure en-dessous de son support des 7050 points, synonyme d'une possible accélération baissière à court terme toujours susceptible d'entraîner l'indice vers ses plus bas annuels. A Wall Street, les indices new-yorkais ont connu une séance plus dynamique hier en signant des gains de l'ordre de 1%. Les scores flatteurs de ce lundi semblent constituer le pendant des ajustements et des couvertures de portefeuilles qui étaient survenus vendredi à la veille d'un week-end qui semblait lourd de menaces d'embrasement au Proche-Orient. Avec l'accalmie géopolitique, les investisseurs vont pouvoir revenir à ce qu'ils connaissent le mieux, à savoir les résultats d'entreprise, sachant que les publications sont appelées à s'accélérer au cours des jours qui viennent. En Europe, Ericsson a dévoilé ce matin des performances trimestrielles conformes à ses objectifs, mais précisé que l'environnement économique 'incertain' persisterait jusqu'en 2024. Aux Etats-Unis, plusieurs ténors de la cote tels que Bank of America, Goldman Sachs ou Johnson & Johnson doivent publier leurs comptes avant l'ouverture de Wall Street. La séance du jour sera en outre animée par une série d'indicateurs économiques, avec entre autres l'annonce de l'indice ZEW du moral des investisseurs allemands. Les intervenants suivront également cet après-midi aux Etats-Unis la publication des ventes de détail, de la production industrielle, puis des stocks des entreprises. Le petit regain d'appétit pour le risque constaté sur les marchés d'actions pousse les opérateurs à délaisser les obligations souveraines après leur envolée du début du mois. Dans l'attente des indicateurs économiques du jour, le rendement des Treasuries américaines à dix ans remonte à 4,71%, un mouvement imité par les emprunts de référence en Europe. La tension observée sur les marchés

obligataires américains, qui procure un avantage de rémunération au billet vert, profite au dollar qui en profite pour remonter face à l'euro, qui recule actuellement vers 1,0540. Sur le marché de l'énergie, les cours pétroliers marquent une pause après leur brusque remontée de la semaine passée, au sortir d'un week-end marqué par une absence d'escalade a Proche-Orient. Le Brent grignote 0,1% aux abords de 89,7 dollars tandis que le baril de brut léger américain (WTI) poursuit sa consolidation en reculant de 0,1% à 86,6 dollars.

Les Bourses chinoises dans le vert à l'ouverture

Les Bourses chinoises étaient en hausse mardi 17 octobre dans les premiers échanges, les investisseurs semblant saluer les efforts diplomatiques pour tenter d'apaiser le conflit entre Israël et le Hamas. À Shanghai, l'indice composite avançait de 0,09% à 3.076,43 points, tandis que la place de Shenzhen était également dans le vert, prenant 0,10% à 1.886,16 points.

La Bourse de Tokyo rassurée par les initiatives diplomatiques au Proche-Orient

La Bourse de Tokyo amorçait un rebond mardi 17 octobre au matin dans le sillage des autres places mondiales la veille, alors que plusieurs initiatives diplomatiques pour éviter que la guerre entre Israël et le Hamas ne s'étende apaisaient les craintes des investisseurs. Après avoir chuté de 2% lundi, l'indice vedette Nikkei regagnait 1,39% à 32.103,21 points vers 01H20 GMT, tandis que l'indice élargi Topix reprenait 1,04% à 2.297,15 points. Les États-Unis ont annoncé lundi soir que le président américain Joe Biden se rendrait mercredi en Israël, ainsi qu'en Jordanie, où il doit rencontrer le roi Abdallah II, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et le dirigeant de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Le chancelier allemand Olaf Sholz avait dit quelques heures plus tôt vouloir se

rendre en Israël cette semaine pour montrer sa «solidarité», tandis que l'Europe a annoncé lundi vouloir ouvrir un couloir aérien humanitaire vers la bande de Gaza, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, déclarant que les Palestiniens de Gaza ne pouvaient «pas payer le prix de la barbarie du Hamas». Le premier constructeur automobile mondial Toyota (+0,8%) aurait selon l'agence Bloomberg interrompu la production mardi dans six de ses usines au Japon en raison d'une explosion survenue chez l'un de ses fournisseurs. Le japonais Chuo Spring (-0,5%), fabricant de suspensions à ressorts qui fournit Toyota, a de son côté annoncé dans un communiqué qu'une explosion dans l'une de ses usines avait fait deux blessés lundi. Sollicité par l'AFP, Toyota n'était pas immédia-

tement disponible pour commenter ces informations. Les cours du pétrole étaient proches de l'équilibre mardi matin en Asie, après s'être repliés la veille alors que le marché prenait en compte les diverses initiatives diplomatiques pour éviter l'escalade de la guerre entre Israël et le Hamas, ainsi qu'un possible allègement des sanctions imposées au Venezuela. Vers 00H30 GMT le baril de WTI américain lâchait 0,1% à 86,57 dollars et celui de Brent de la mer du Nord grappillait au contraire 0,04% à 89,69 dollars. Sur le marché des changes, le dollar était stable face au yen, à raison d'un dollar pour 149,54 yens vers 01H25 GMT contre 149,51 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro reflétait à 157,79 yens contre 157,89 yens la veille et s'échangeait pour 1,0551 dollar contre 1,0560 dollar lundi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Octobre 2023				
Valeur : 18 Octobre 2023				
BASE	DEVISES			
1	USD	US DOLLAR		
1	EUR	EURO		
1	GBP	POUND STERLING		
100	JPY	JAPANESE YEN		
1	CNY	CHINESE YUAN		
1	CHF	SWISS FRANC		
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		
1	DKK	DANISH KRONE		
1	SEK	SWEDISH KRONA		
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		
1	AED	UAE DIRHAM		
1	SAR	SAUDI RIYAL		
1	KWD	KUWAITI DINAR		
1	TND	TUNISIAN DINAR		
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
1	LYD	LIBYAN DINAR		
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		

Comment le Portugal est devenu le bon élève de l'Union européenne

Il y a dix ans personne n'aurait parié sur le Portugal, alors au bord de la faillite financière. Aujourd'hui, certains observateurs parlent du « miracle économique portugais ».

Le pays le plus à l'ouest du continent européen a remonté la pente pas à pas, discrètement, faisant le choix d'une politique de l'offre audacieuse, tout en misant sur son atout principal, le tourisme. Aujourd'hui, ses efforts ardues lui permettent de redistribuer sur le plan social. Voici sept choses à savoir pour comprendre le retour en force du Portugal. Austérité. Il y a un peu plus de dix ans, ce mot a autant fait partie du vocabulaire des analystes macro-économiques de Bruxelles que du quotidien des Portugais. A cette époque, en 2011 précisément, le Portugal a en effet touché le fond. Au bord de la banqueroute financière, le pays le plus à l'ouest de l'Europe a été sauvé en extremis par un plan d'aide de 78 milliards d'euros accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI). En contrepartie de cette opération sauvetage, des coupes budgétaires drastiques, avec des conséquences profondes sur le tissu économique et social du pays. Mais au regard des derniers résultats économiques du pays parus cette semaine, ce momentum fait bel et bien partie du passé. La semaine dernière, le gouvernement socialiste du Premier ministre Antonio Costa a en effet annoncé un excédent public de 0,8%, « le plus important » depuis l'avènement de la démocratie en 1974. Comment s'en est sorti le Portugal ? Quelles sont ses forces économiques actuelles ? Quels sont ses nouveaux défis ? Eléments de réponse sur ce pays, désormais qualifié par de nombreux experts comme le « bon élève » de l'Union européenne.

Une performance budgétaire sans précédent

Au Parlement portugais, l'annonce a fait jubiler la majorité socialiste au pouvoir. Le gouver-

nement prévoit en effet de dégager en 2023 un excédent public de 0,8% du PIB, alors qu'il tablait jusqu'ici sur un déficit de 0,4%, selon le projet de budget de l'Etat pour 2024. Un résultat sans précédent depuis quasi 50 ans. L'année prochaine, l'exécutif table ainsi sur un excédent de 0,2% du PIB, prévoyant ainsi de revenir plus rapidement à l'équilibre des finances publiques, qu'il ne comptait atteindre qu'en 2027. L'inflation devrait aussi continuer de reculer pour s'établir à 5,3% en 2023 avant de ralentir à 3,3% en 2024. Un bon indicateur qui a motivé la décision du gouvernement de ne pas prolonger la TVA à « taux zéro » sur un ensemble de biens alimentaires de première nécessité. Quant à la dette publique, le gouvernement prévoit de la ramener sous le seuil des 100% du PIB dès 2024. Enfin, les services statistiques du Portugal anticipent pour cette année un PIB en hausse de 2,2%.

Un pays qui a mieux résisté aux conséquences de la guerre en Ukraine

« Le Portugal rebondit mieux par rapport aux autres pays européens car il est aussi moins exposé aux conséquences de la guerre en Ukraine. Notamment par rapport à l'énergie, ce qui n'est pas rien. Le Portugal était beaucoup moins dépendant aux importations de gaz russe, contrairement à l'Allemagne par exemple », ajoute Sofia Fernandes, chercheuse senior, Emploi et affaires sociales à l'institut Jacques Delors et spécialiste du Portugal. Elle poursuit : « Les exportations l'année dernière, notamment du textile et du vin ont été des moteurs puissants du commerce portugais. Ce sont des industries au savoir-faire très solide dans le pays. Le pays est

aussi devenu en 2021 le premier exportateur de vélo d'Europe. » Si ces indicateurs positifs devraient permettre au gouvernement d'Antonio Costa d'adopter aisément son projet de loi de finances 2024 (le vote final aura lieu le 29 novembre prochain), quelques nuages s'amoncellent à l'horizon : en 2023, l'exécutif s'attend à une croissance de 1,5%, revue en baisse par rapport aux précédentes prévisions, plombé notamment par un contexte international qui pénalise les exportations. « Il y a des signes préoccupants l'année prochaine comme un fort ralentissement de la zone euro », a précisé sur ce sujet le ministre lusophone des Finances Fernando Medina, lors d'une conférence de presse cette semaine.

Le tourisme, nerf de la guerre du miracle économique

Avec une part dans le PIB portugais colossale, le secteur du tourisme est bel et bien l'atout économique majeur de l'Etat ibère. Selon ses statistiques officielles, en 2022, les recettes de ce secteur ont dépassé de 20 % celles de 2019, juste avant la crise sanitaire du covid. Rien que lors du premier semestre 2023, 31 millions de touristes ont été comptabilisés dans les aéroports portugais. Un record qui a rapporté pas moins de 22 milliards en 2023 de recettes au pays.

« C'est une véritable explosion en effet. Le pays accueille des voyageurs du monde entier, avec des tendances récentes montrant une croissance particulière des visiteurs espagnols », précise la chercheuse de l'institut Jacques Delors.

Ce secteur clef dynamise le marché de l'emploi avec des records d'embauche. Près de 320.000 personnes travaillent dans l'hôtellerie et la restaura-

tion au Portugal. Bémol, le secteur commence à connaître des difficultés de recrutement : 50.000 emplois sont en ce moment à pourvoir, selon les professionnels du secteur, qui plaident pour des campagnes d'embauche à l'étranger, notamment au sein des pays de langue portugaise. Si le tourisme demeure la vraie « poule aux œufs d'or » du pays, de nombreux observateurs souhaitent que le Portugal diversifie davantage son économie.

Une politique de l'offre qui a fonctionné

Contraints pendant plusieurs années par les restrictions budgétaires imposées par Bruxelles, les gouvernements portugais successifs - le précédent était mené par le Premier ministre de droite Pedro Passos Coelho - ont misé sur une politique de l'offre très active. « Le pays a en effet accueilli de nombreux investissements étrangers, avec des régimes fiscaux très avantageux pour les investisseurs internationaux et les retraités d'autres pays d'Europe, dont la France », explique l'expert de l'Institut Jacques Delors. Pierre angulaire de cette politique, les fameux « visas dorés » lancés fin 2012 et stoppés en mars de cette année. En échange d'un permis de résidence, les bénéficiaires de ce visa spécial devaient soit déboursier au moins 500.000 euros pour un achat immobilier dans le pays, soit investir un million d'euros dans son activité économique, ou s'engager à y créer dix emplois fixes.

FRANCE

Des économistes voient le chômage à près de 8 % d'ici quelques mois

Croissance à 0,8 %, inflation à 3,3 % et 53 000 destructions d'emplois. Les économistes de l'OFCE assument une vision bien plus morose de l'économie française en 2024 que les prévisions officielles.

Selon l'OFCE, la politique de la banque centrale européenne (BCE) devrait continuer de porter ses fruits dans les prochains mois face à l'inflation. Les hausses de prix se calmeraient, au prix toutefois d'un net ralentissement de l'activité économique. La croissance du Produit intérieur brut (PIB) atteindrait ainsi 0,8 %, (quand Bercy vise 1,4 %). Le resserrement monétaire l'amputerait de 0,9 point après 0,4 point en 2023. Et le choc de l'énergie de 0,3 point.

La faible croissance de l'activité provoquerait un retournement du marché de l'emploi. Pour l'OFCE, le chômage qui avait atteint un plancher à 7,1 % au début de l'année, repartirait à la hausse rapidement. Fin 2024, il serait ainsi remonté à 7,9 %. « La possibilité du plein-emploi s'éloignerait donc », avancent les économistes. La hausse du taux de chômage s'expliquerait aussi par une augmentation de la productivité, qui plafonnait depuis le covid, alors que de nombreuses entreprises gardaient en emploi des salariés peu efficaces. « La baisse des soutiens publics aux entreprises associée à la sortie du « quoi qu'il en coûte » et aux remboursements des Prêts garantis par l'Etat (PGE) ainsi que le retour

de la durée du travail à son niveau de 2019 devraient conduire à rattraper une partie des pertes de productivité observée », avancent les auteurs de l'OFCE. Malgré cette remontée du chômage, le pouvoir d'achat se maintiendrait l'année prochaine. Il progresserait même de 0,4 %, en raison de l'augmentation des salaires réels (+ 0,6 %). « Ainsi en 2024, le revenu réel des ménages par unité de consommation serait 2,5 % au-dessus de son niveau de 2019 alors que le PIB par unité de consommation serait légèrement au-dessous de son niveau de 2019 (-0,3 %) ». Autrement dit, durant ces quatre années d'intenses remous, les revenus des ménages ont été davantage préservés que ceux des entreprises.

CHINE

Country Garden sous la menace d'un défaut sur la totalité de sa dette "offshore"

La totalité de la dette "offshore" de Country Garden sera considérée comme en défaut si le promoteur immobilier chinois ne parvient pas à payer un coupon de 15 millions de dollars (14,23 millions d'euros) ce mardi, date butoir de la période de grâce de 30 jours qui lui a été accordée. Le non-paiement de cette somme devrait déclencher une procédure de défaillance sur d'autres obligations, comme le prévoient les contrats obligataires. Country Garden a lui-même déclaré la semaine dernière qu'il pourrait ne pas être en mesure d'honorer toutes ses obligations de paiement pour ses titres détenus à l'étranger et on s'attend désormais à ce que le premier promoteur chinois soit la dernière entreprise en date dans le secteur à se trouver en défaut de paiement.

Le groupe, qui s'est refusé à tout commentaire, n'a pas pu également honorer d'autres échéances de paiements sur des titres détenus à l'étranger au cours des dernières semaines.

Avec près de 11 milliards de dollars d'obligations offshore et 6 milliards de dollars de prêts non libellés en yuans, une défaillance de Country Garden ouvrirait la voie à l'une des plus importantes restructurations de dette d'une entreprise en Chine.

Country Garden a choisi Houlihan Lokey, China International Capital Corporation (CICC) et le cabinet d'avocats Sidley Austin comme conseillers pour examiner la structure de son capital et sa position de liquidité.

Le fabricant de circuits imprimés Kingboard Holdings a saisi la semaine dernière la justice contre Country Garden, une division du promoteur immobilier redevable de 1,6 milliard de dollars de Hong Kong (189 millions de dollars), ayant émis une demande statutaire de remboursement.

ERICSSON

Perte nette de 2,6 milliards d'euros au troisième trimestre

Ericsson dans le rouge. Le géant suédois de l'équipement télécoms a annoncé mardi une perte nette de 30,5 milliards de couronnes, soit 2,6 milliards d'euros, au troisième trimestre, due à la dépréciation dans ses comptes de la valeur de l'américain Vonage, spécialiste du «cloud», acquis en 2021. Ericsson avait annoncé le 11 octobre des dépréciations à hauteur de 32 milliards de couronnes à cause, notamment, d'une moindre valorisation de son activité de «cloud» (informatique dématérialisée).

Alfa Romeo pourrait proposer un nouveau van 100 % électrique

Alors que de nombreuses marques du groupe Stellantis proposent déjà leur utilitaire 100% électrique, Alfa Romeo songe à sa propre version, plus luxueuse et au look très différent...

Nous savons tous qu'Alfa Romeo prévoit d'élargir sa gamme de modèles au cours des prochaines années. Mais personne n'aurait pu imaginer qu'un monospace, voire un van, ferait partie des futurs modèles de la marque. Alejandro Mesonero-Romanos, responsable du design au Centro Stile Alfa Romeo, a laissé entendre la possibilité d'un retour éventuel du monospace Autotutto lors d'une récente interview.

Il parlait de la nouvelle supercar Alfa Romeo, la 33 Stradale lorsqu'il a évoqué le sujet de l'Autotutto. Pour ceux qui ne sont pas familiers avec ce terme, il désignait une série de véhicules utilitaires légers polyvalents estampillés Alfa Romeo qui ont été produits entre 1954 et 1983.

Le patron du design a décrit l'Autotutto comme « magnifique » et a même ajouté : « D'ailleurs, vous ne seriez pas surpris s'il revenait un jour ».

Ce qui rend les choses encore plus intéressantes, c'est que l'Autotutto d'origine a également été mentionné il y a quelque temps par le PDG d'Alfa Romeo, Jean-Philippe Imparato. Bien que ces échanges ne sont pas une confirmation formelle, ils ouvrent la porte à cette possibilité.

Les monospaces de luxe gagnent en popularité en Chine et sur d'autres marchés asiatiques. Cela incite donc les constructeurs premium comme Lexus et Volvo à entrer dans ce segment. Alfa Romeo pourrait tirer parti des plates-formes modulaires du groupe Stellantis, sa maison mère, pour réduire les coûts de R&D. Et ainsi développer un tel véhicule.

Il y a donc un nouveau candidat pour élargir la gamme des Citroën Spacetourer, Peugeot Traveller, Opel Zafira Life et Fiat Ulysse. Dans tous les cas, l'approche d'Alfa Romeo devrait se distinguer en termes de style.

En somme, ne nous attendons pas à un simple re-badage. S'il arrive sur le marché, un tel véhicule devrait proposer un intérieur bien plus luxueux et technologiquement avancé que les autres fourgonnettes du groupe.

Enfin, une motorisation entièrement électrique est à envisager. L'autonomie serait en adéquation avec les futurs véhicules électriques de la marque.

TEST DU HYUNDAI KONA ELECTRIC (2023)

L'un des meilleurs SUV du marché, mais il y a un hic

Pour tester le nouveau Kona électrique, nous sommes allés le chercher là où il est fabriqué. Dans une usine d'Ostrava en République tchèque.

Véritables succès commercial et critique, le Hyundai Kona électrique, premier du nom, tire sa révérence. Son remplaçant : le nouveau Kona est entré en production il y a quelques semaines et promet son lot d'améliorations. Au jeu du restylage qui consiste parfois à légèrement modifier la signature optique d'une voiture à succès, on peut dire que Hyundai a établi un nouveau record en modifiant en grande partie son modèle d'entrée de gamme électrique.

Pour découvrir ce nouveau Kona, nous avons été jusqu'à la source du SUV, non pas les studios de design en Corée, mais l'usine où il est fabriqué, près de Nosovice en République tchèque. C'est d'ailleurs, l'un des arguments majeurs de cette nouvelle version du SUV coréen. Fabriqué quasi intégralement en Europe, même pour les batteries qui viennent de l'autre côté de la frontière polonaise, le Kona électrique disposera à coup sûr du nouveau bonus écologique qui sera mis en place au 1er janvier 2024.

Révolution de façade et de palais

C'est peu dire que les designers de Hyundai ont le coup de crayon fa-



cile. Depuis plusieurs années, leurs productions partent volontairement dans toutes les directions sans cohérence particulière entre un Ioniq 6, un Tucson ou encore un Santa Fé. Que le nouveau Kona électrique ne ressemble plus vraiment à l'ancien, cela peut s'entendre, qu'il ne ressemble à aucune autre Hyundai c'est nettement plus surprenant. Aussi, pourrait-on qualifier son style de clivant et il y a fort à parier que les traits très particuliers du petit SUV n'auront pas la même capacité de séduction que l'aspect rond et charmeur de son prédécesseur.

En conséquence, le look de ce nouveau Kona est très affirmé, quitte à déplaire, avec un bandeau de LED à l'avant comme à l'arrière pour souligner la signature optique. Les optiques principales prennent place dans le bouclier et présentent un aspect tranchant qui sera poursuivi par les plis de carrosserie sur le côté du SUV. Finalement, ce qui saute aux yeux sur ce Kona c'est le manque de cohérence esthétique entre l'avant et l'arrière, entre l'aspect arrondi de la poupe, les contours très marqués des passages de roues ou les lignes anguleuses de part et d'autre du profil. Hyundai semble

vouloir assumer ce design très particulier auquel nous reconnaitrions un avantage indéniable : il est impossible de confondre le nouveau Kona avec un autre véhicule.

Enfin, une dernière particularité que l'on retrouvait déjà sur son prédécesseur, comme chez son « cousin », le Kia Niro : la trappe de recharge se situe à l'avant, ce qui n'est pas toujours commode, mais qui est lié à la plateforme 400V du modèle original de 2019.

Dans l'habitacle : des airs de Ioniq

L'autre changement esthétique majeur, plus attendu celui-là, se trouve à l'intérieur avec un style directement issu de la gamme Ioniq. Nous vous en avons déjà parlé lors de notre découverte de ce Kona électrique cet été et notre avis n'a pas changé depuis. Sobre et efficace, l'intérieur sait mélanger avec justesse un aspect moderne, avec ses deux écrans de 12 pouces et quelques touches de classicisme pour ce qui est de la partie climatisation et réglages de confort qui se fait encore via des boutons physiques.

VOITURES ÉLECTRIQUES

Combien coûte réellement une recharge à domicile ?

Alors que les voitures électriques se développent, il est important de connaître le véritable prix d'une recharge à domicile. Il y a plusieurs aspects qui empêchent la population à investir massivement dans les voitures électriques.

On retrouve comme crainte l'autonomie des batteries, mais aussi le coût réel d'une recharge. A cela deux possibilités : utiliser une borne de recharge ou opter pour la recharge à domicile. Parmi les coûts lors que l'on opte pour la recharge à domicile, il y a le prix de l'installation des équipements.

Deux solutions s'offrent à vous : La prise renforcée et la borne de recharge. Pour la prise renforcée, il faut compter entre 130 euros et 230 euros selon le fournisseur pour la pose de la prise ainsi que du disjoncteur différentiel.

Du côté de la borne de recharge, le prix évolue également, mais cette fois-ci en fonction de la puissance délivrée.

Il faut donc compter entre 1 000 et 2 000 euros TTC pour l'installation. Un coût conséquent mais qui sera rentabilisé dans le temps.

Les spécialistes déconseillent d'utiliser une prise domestique afin d'éviter une surchauffe du réseau ainsi qu'un temps de recharge beaucoup trop long.

Comment les coûts sont calculés ?

Les tarifs des fournisseurs varient beaucoup et ne concordent pas vraiment entre eux. Ainsi, Qovoltis a estimé le coût de la recharge entre 2,65 et 4,60 €. Dans le même temps, EDF avait indiqué un prix entre 8 et 11 € et Engie annonce entre 1,34 et 3,74 € pour 100 km d'autonomie.

Si vous souhaitez estimer au mieux votre consommation personnelle, vous devez multi-



plier la consommation de votre véhicule, par le coût au kWh de votre contrat d'électricité. A noter qu'un tarif ne va pas rester identique pendant toute l'année et que des données sont à prendre en compte pour anticiper l'évolution des coûts. Enfin, il est important de mettre à jour votre contrat d'abonnement d'électricité. En effet ce dernier ne sera certainement pas adapté à votre nouvelle consommation et de la puissance utilisée.

Des tarifs qui peuvent varier

Mais pourquoi le coût d'une recharge peut-il autant varier ? Il faut prendre en compte le modèle du véhicule, son autonomie, sa puissance

de charge mais aussi d'autres données comme les conditions climatiques.

En novembre 2022, Qovoltis a publié une étude autour des tarifs des recharges à domicile, en les comparant avec les bornes publiques. Dans cette étude, Qovoltis explique qu'en moyenne, un plein est de 3,31 euros à domicile. Ce tarif peut même tomber à 2,65 euros lors d'une recharge en heure creuse.

Si vous comptez faire 100 km sur l'autoroute, le prix est de 4,60 euros, ou 3,67 euros en heure creuse. Attention, il n'y a pas que le tarif qui évolue puisque le temps de charge est également modifié. A domicile, il faut compter 7h50 de recharge pour 18 kWh.

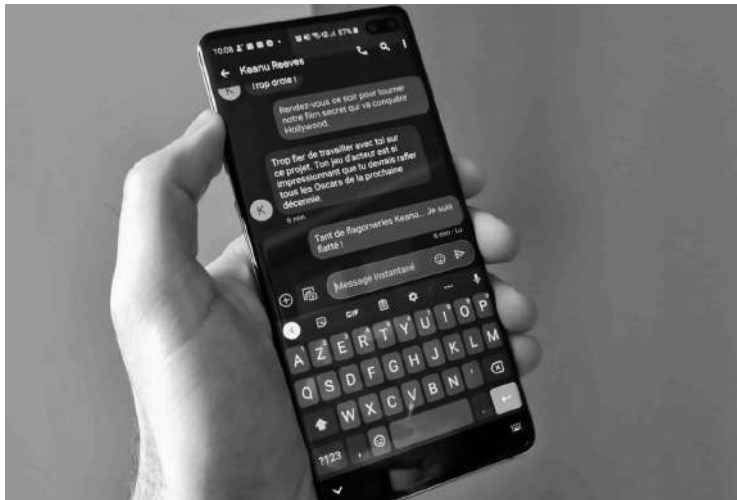
Comment Google Messages va vous éviter des situations embarrassantes

Google Messages veut éviter des situations embarrassantes ou potentiellement gênantes à ses utilisateurs. Google travaille en effet sur un nouveau mécanisme de sécurité qui vise à garder les conversations privées à l'abri des regards, même si vous partagez l'écran de votre smartphone Android avec autrui.

Google Messages, l'application de SMS, RCS et de messagerie instantanée pour smartphones Android, continue de s'enrichir de nouvelles fonctionnalités. Comme l'a remarqué le blog spécialisé TheSpAndroid, Google teste actuellement un nouveau mécanisme de sécurité destiné aux utilisateurs qui se servent du partage d'écran. Le blog a découvert cette nouveauté dans une version bêta de l'application.

Quand Google Messages refuse de s'ouvrir

Lorsque Google Messages se rend compte que vous partagez le contenu affiché sur l'écran de votre smartphone avec un périphérique, des restrictions vont être mises en place. Concrètement, vous ne pourrez pas ouvrir l'application de messagerie tant que le partage d'écran est activé. Si vous essayez, un avertissement va apparaître dans l'interface Android pour vous expliquer pourquoi Google Messages est momentanément inaccessible : « Vous partagez votre écran avec quelqu'un – Si vous ne connaissez pas cette personne, arrêtez de



partager immédiatement. Google a caché votre contenu sensible pour des raisons de sécurité ». Il n'est pas possible de passer outre cet avertissement tant que le partage d'écran est en cours. En bloquant l'accès à la messagerie, le géant de Mountain View veut éviter que votre interlocuteur, avec qui vous partagez votre écran, puisse apercevoir vos conversations. Imaginez que le collègue avec qui vous échangez découvre tout à coup le surnom que vous donnez à votre cher et tendre partenaire de vie. Encore

plus embarrassant, imaginez que ce même collègue tombe sur une conversation dressant un portrait de lui peu flatteur. Bref, la fonctionnalité protège votre vie privée des regards indiscrets. De plus, on rappellera que des pirates informatiques peuvent également se servir du partage d'écran pour orchestrer des attaques. En parcourant vos SMS, ils peuvent par exemple obtenir un code d'authentification à deux facteurs, ce qui leur donne l'accès à votre compte. Dans le cas d'une attaque visant votre compte bancaire, les cybercrimi-

nels peuvent se faire passer pour l'assistance client d'une banque. Ils incitent alors les victimes à partager leur écran sous prétexte de résoudre un problème technique quelconque. Une fois que le partage est activé, les hackers peuvent vous manipuler pour que vous ouvriez votre messagerie.

Une protection encore imparfaite

Malheureusement, le mécanisme de sécurité mis au point par Google est imparfait. Apparemment, les messages reçus continuent de s'afficher dans les notifications, dévoilant potentiellement des informations sensibles. L'écran de conversation s'ouvre en effet lorsque vous cliquez sur le message reçu, ce qui ruine un peu tous les efforts déployés par Google. La fonctionnalité est encore en cours de développement. Gageons que Google apporte des changements et des améliorations d'ici à ce que le mécanisme soit intégré dans la version stable de Messages. Que pensez-vous de cette nouveauté de Google Messages ? On attend votre avis dans les commentaires.

QUATRE ANS APRÈS IOS

Google Maps ajoute cette fonctionnalité sur Android

Google ne semblait pas pressé de faire profiter de cette fonctionnalité à la version Android de son application Maps. Les utilisateurs d'iPhone l'ont pourtant depuis longtemps.

La patiente des utilisateurs Android de Google Maps pourrait bientôt être récompensée. En effet, l'entreprise se déciderait enfin à intégrer la météo directement sur son application de navigation. Voilà à quoi cela devrait ressembler.

Google Maps fait la pluie et le beau temps sur Android

Google Maps est l'une des applications les plus populaires et les plus utiles au monde, et elle ne cesse de s'améliorer. D'après la chaîne Telegram Google News, la dernière mise à jour pour Android apporterait une fonctionnalité très pratique : la possibilité de voir la météo et la qualité de l'air dans n'importe quelle région du globe. De quoi planifier vos dépla-

cements en fonction des conditions climatiques, et éviter les mauvaises surprises.

Cette nouvelle option a été trouvée sur la version QPR1 Beta 2 d'Android 14. Les informations météorologiques apparaîtraient sous la forme d'une icône située sous le carrousel qui suggère actuellement les restaurants, les hôtels, les stations-service, etc.

Une fois que vous appuyez dessus, une nouvelle fenêtre s'ouvre, affichant la température actuelle dans la région, les prévisions pour les heures qui viennent ainsi que la qualité de l'air. L'ajout de la météo devrait être déployé progressivement sur les appareils Android. Ce n'est pas la première fois que Google cherche à mettre la météo sur ses cartes, mais l'intégration semble ici bien plus lisible.

Apple paie plus cher les composants des iPhone 15

La facture des composants représente une partie seulement des coûts d'un smartphone, mais une partie tout de même importante bien sûr. Et cette facture a significativement augmenté pour l'iPhone 15.

La facture des composants de l'iPhone 15 Pro Max s'établit à 558 \$, d'après un démontage du smartphone réalisé pour le compte de Nikkei. C'est 12 % de plus que pour l'iPhone 14 Pro Max. Le châssis en alliage de titane et d'aluminium a vu ses coûts grimper de 43 % par rapport à l'acier inoxydable de

son prédécesseur ; l'A17 Pro gravé en 3 nm coûte 27 % de plus que l'A16 Bionic, l'écran et ses bordures toutes fines est 10 % plus cher. Le système photo au dos, avec son périscope « tétraprisme » est 3,8 fois plus coûteux à produire que le précédent bloc photo.

L'iPhone 15 remporte la palme

En tout, les composants du grand smartphone de la gamme Pro reviennent 12 % plus cher à produire que l'an dernier. Apple a clairement mis beaucoup de nouveautés pour l'iPhone 15 Pro Max, mais aussi pour

l'iPhone 15 Pro tout court dont la facture des composants est 8 % plus élevée que pour l'iPhone 14 Pro. La plus forte hausse revient néanmoins à l'iPhone 15 avec une facture de 423 \$, soit 16 % de plus que l'iPhone 14 (+10 % pour l'iPhone 15 Plus). L'iPhone 15 a lui aussi bénéficié d'un grand soin avec l'intégration de la Dynamic Island et un nouveau capteur photo 48 mpx. Que les composants soient plus chers cette année n'a donc rien de très étonnant, et qu'on se rassure : au vu des quantités produites, Apple va profiter d'une baisse des coûts de

production avec le temps. Sans oublier que les investissements en recherche et développement — qui ne font pas partie de la facture des composants — vont s'amortir rapidement. Ces coûts ne prennent pas non plus en charge tout ce qui est assemblage, distribution et marketing. Apple vend l'iPhone 15 Pro Max à partir de 1 199 \$ aux États-Unis : même avec une facture de composants plus élevée (558 \$) auxquels s'ajoutent les autres frais, on peut raisonnablement penser que la marge du constructeur reste confortable.

Netflix va faire face à un nouveau concurrent en France dès l'été 2024

Une nouvelle plateforme de streaming va venir s'attaquer à Netflix en France. Warner Bros vient en effet d'annoncer l'arrivée de Max, anciennement HBO Max, dans l'Hexagone et dans une grande partie de l'Europe. Le studio s'est aussi attardé sur le catalogue de l'offre. Max, la plateforme de streaming de Warner Bros, prépare son expansion en dehors des États-Unis. Lors de la 39^e édition du Marché International des Contenus Audiovisuels et de la Coproduction à Cannes, le lancement de la plateforme en France et en Belgique a été confirmé par la Warner pour l'été 2024. Quelques mois plus tôt, au printemps 2024, le service de SVOD sera déployé dans 22 pays européens, dont l'Espagne et les Pays-Bas. L'année prochaine, Max, autrefois appelé HBO Max, devrait également faire son entrée en Amérique latine et dans une partie de l'Asie. Grâce à cette stratégie d'expansion mondiale, le studio américain espère atteindre les 130 millions d'abonnés d'ici à 2025. Le service de la Warner, récemment arrivé en tête d'une étude de satisfaction américaine, va permettre d'accéder à un large catalogue de séries et de films. Parmi les titres phares, on trouve House of the Dragons, The Last of Us ou encore le futur remake d'Harry Potter. Des séries françaises sont aussi en cours de production pour alimenter le service. Warner prévoit notamment de produire une minisérie intitulée « La mythomane du Bataclan », consacrée à l'arnaque montée par une fausse rescapée des attentats. Par ailleurs, Max va diffuser des événements sportifs. La Warner a en effet annoncé la diffusion du Grand Chelem de tennis, des grands tours du cyclisme et des Jeux Olympiques de 2024, organisés à Paris.

Mots fléchés

Vague	↓	Défaite cuisante	↓	Mesure de bois	Jus de raisin	↓	Écoulement	Filtre le sang	↓	Remar-quable	↓	Retirés	↓
Placement	→	Menace pour Naples	→		Sport de précision	→		Petit élu	→	Fruit de mer	→		
	→		↓			↓			↓				
But	→											Écorce du chanvre	
Durer	→												
	→					Mise au courant		Périodes sombres	→			↓	
								Marmite sicilienne					
Éliminer	→				Vieux	→				Poème	→		Dépar-tement
Monnaie bulgare	→				Destruc-tion gratuite	→				Fleuve congolais	→		
	→		Possible	→		↓							↓
			Autre moi	→									
Crie dans les bois	→		↓		Aire de cirque	→				Choisi	→		
Ame automatique	→									Lanthanide	→		
	→												
		Rien			Algue rouge	→					Fin de verbe	→	
					Mot de révolte	→					Production animale	→	
Sous les eaux	→							Longue période	→				
Morceau de canard	→							Massif alpin	→			Lésée	
	→			Arrose St Omer	→		Drame de geisha			Variété d'oseille	→		Gaz rare
							Porte fillettes			Abîmées	→		
Liquide à la source	→				Prête à caution	→							
Pièce jaune	→				Tranches grillées	→							
	→			Cheveux	→			Secourue	→				
				Balle gagnante	→			Gibier à plumes	→				
Bout de lard	→	Pensées chinoises	→				Femme musul-mane					Afrique Occiden-tale Française	
	→	Ordonner	→				Lester						
	→			Corbeille	→								
				Agacé	→					Ville du Mali	→		
Équipé d'un moteur diesel	→									Espion en jupon	→		
Mélodie	→									Remua	→		
	→												
				Terre argileuse		Bout de squelette	→	Société	→		Article étranger		Figurine
						Enveloppe le grain	→	Sans valeur	→				
Coureur	→									Mère des titans	→	Saison des bains	
										Stylo	→		
Mauvaise manie	→				Obsédée	→							
Évincé	→				Métal précieux	→							
	→							Couche	→		Petit écran	→	
Appeler le harpail	→					Sortie d'affaire	→						

Le pétrole devient le premier produit d’exportation des Etats-Unis en 2023

Le pétrole est en train de marquer un tournant historique, devenant pour la première fois la principale exportation des États-Unis cette année, illustrant l'influence croissante de la production et des exportations pétrolières américaines sur le marché mondial du pétrole. Au cours des dernières années, la production de pétrole brut aux États-Unis a connu une croissance constante, et les exportations ont augmenté après la levée de l'interdiction en 2015. Cette évolution a propulsé le pétrole américain au rang de produit de premier plan sur le marché, particulièrement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a entraîné des interdictions et des sanctions touchant le pétrole russe dans les pays occidentaux.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 18 octobre 2023 http://www.lesenjeuxeco.dz



ALGÉRIE-ITALIE

Tebboune reçoit un appel téléphonique de la présidente du Conseil des ministres italien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier mardi, un appel téléphonique de la présidente du Conseil des ministres de la République d'Italie, Mme Giorgia Meloni, qui l'a informé de la tenue, dans un délai n'excédant pas deux à trois mois, du Forum de haut niveau pour le dialogue en Méditerranée (Rome-Med), indique un communiqué de la Présidence de la République. « Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, ce jour, un appel téléphonique de la présidente du Conseil des ministres de la République d'Italie, pays ami, Mme Giorgia Meloni, qui lui a fait part de la tenue, dans un délai n'excédant pas deux à trois mois, du Forum de haut niveau pour le dialogue en Méditerranée (Rome-Med) », précise-t-on de même source.

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

780 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde

L'Organisation des Nations unies a indiqué, lundi, qu'environ 780 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde. A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, célébrée le 16 octobre de chaque année, les Nations unies soulignent que l'objectif mondial d'éradication de la faim est encore "réalisable". Actuellement, l'ONU estime qu'environ 780 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. En cette journée, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, invite "les gouvernements, le secteur privé, la société civile et le monde universitaire à agir ensemble, en donnant la priorité à l'alimentation de ceux qui souffrent le plus du manque de nourriture". Dans un message à l'occasion, Antonio Guterres appelle à "faire de la lutte contre la crise alimentaire l'une des principales priorités de l'agenda mondial". Il appelle également à "investir dans des solutions à long terme pour garantir que chacun ait accès à la nourriture. Faute de ressources, environ 50 millions d'enfants risquent de mourir d'un retard de croissance grave". Selon le chef des Nations unies, l'un des plus grands défis auxquels le monde est confronté pour faire face à la situation actuelle est le manque de financement pour l'appel humanitaire mondial de cette année, qui ne dispose actuellement que de 32% des ressources nécessaires. Pour le secrétaire général, "il est scandaleux que dans un monde d'abondance, une personne meure de faim toutes les quelques secondes", alors que le Programme alimentaire mondial a été contraint de supprimer ses programmes d'aide essentiels.

LUTTE CONTRE LA MIGRATION CLANDESTINE

L’Algérie va bientôt mettre en place une instance nationale

Une instance nationale dédiée à la question de la migration clandestine sera "bientôt" mise en place en Algérie pour une meilleure prise en charge de ce phénomène, a annoncé mardi à Alger, le directeur général des Affaires consulaires et de la Communauté nationale à l'étranger au ministère des Affaires étrangères, Rachid Meddah. S'exprimant dans une allocution à l'occasion de l'ouverture d'un atelier de formation sur "la gestion des migrations" organisé par le Bureau de l'Organisation internationale des migrations (OIM) en Algérie, M. Meddah a expliqué que cette instance, qui "regroupera tous les acteurs concernés par la question de la migration clandestine à l'échelle nationale, aura pour mission l'élaboration d'une stratégie nationale pour mieux lutter contre ce fléau, et ce, tout en respectant les conventions internationales ratifiées par l'Algérie". Selon le responsable du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, l'idée de créer cette instance est dictée par "la conviction des autorités algériennes de l'inefficience de l'approche sécuritaire suivie jusqu'ici dans d'autres pays". Rappelant, dans ce sens, que l'approche algérienne de lutte contre la migration clandestine était une "approche humaine", le directeur général des Affaires consulaires et de la Com-

munauté nationale à l'étranger a souligné que l'Algérie mobilisait d'"importants moyens en amont et en aval pour contrer ce phénomène". Faisant observer, à ce sujet, que l'Algérie est passée ces dernières années d'un pays de transit à un pays d'accueil pour des milliers de migrants en provenance notamment des pays du Sahel, le conférencier a précisé qu'elle prenait en charge ces migrants dans des centres d'accueil, assurait leur rapatriement dans leurs pays d'origine en coordination avec ces derniers et aidait désormais des pays africains à travers l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement. "L'Algérie mobilise aussi des moyens énormes pour lutter contre les réseaux du trafic d'êtres humains et collabore avec des organisations internationales de lutte contre la migration clandestine", a-t-il ajouté, notant que d'autre part, "l'Algérie mène une politique proactive à l'échelle internationale, en plaidant notamment pour la prise en charge des véritables causes de ce fléau, à l'instar de la pauvreté extrême, l'instabilité politique et des conflits, ainsi que l'impératif de privilégier la coordination avec les pays d'origine et le renforcement des politiques de développement dans ces pays". Pour sa part, le coordinateur résident de l'ONU en Algérie, Alejandro Alvarez, a indiqué a exprimé la grande sa-

tisfaction des Nations unies "des efforts de l'Algérie et de son rôle leader concernant la lutte contre le phénomène de la migration clandestine". M. Alvarez a déclaré que "l'Algérie est un pays stable, prospère et solidaire par excellence. Elle est devenue un pays d'accueil pour des milliers de migrants grâce justement à son approche humaine désormais consolidée par l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement". "Cette approche ne se limite pas uniquement à la prise en charge des migrants, mais elle interdit aussi les discours de haine et de stigmatisation à leur encontre, chose qui est très rare dans d'autres pays", a-t-il ajouté. De son côté, le chef du Bureau de l'OIM en Algérie, Paolo Caputo, a indiqué dans son intervention que "cette formation succède à plusieurs années de collaboration étroite et fructueuse entre le gouvernement algérien et l'OIM. Elle représente une occasion unique de consolider et de renforcer davantage ce partenariat". A souligner que l'atelier de formation sur la gestion des migrations, devant s'étaler sur trois jours, est destiné aux cadres des différents ministères et de plusieurs organismes nationaux, à l'instar du Croissant rouge algérien (CRA) et du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).

R.N.

CAMIONS ÉLECTRIQUES

Le constructeur Volta Trucks va déposer le bilan en Suède

La start-up suédo-britannique Volta Trucks, spécialisée dans les camions électriques, a annoncé mardi son dépôt de bilan en Suède, confrontée à trop de difficultés dans sa chaîne d'approvisionnement, ainsi qu'à un trop fai-

ble capital pour poursuivre son activité. «C'est avec un profond et sincère regret que le Conseil d'administration a pris la décision difficile d'entamer une procédure de mise en faillite en Suède», a expliqué l'entreprise, dans un communiqué publié

sur son site, précisant que Volta Trucks Limited, la principale entité commerciale du groupe, allait «prochainement déposer une demande d'administration en Angleterre», soit l'équivalent du régime des faillites outre-Manche. Pour expli-

quer sa déroute, l'entreprise met en avant le récent dépôt de bilan de son fournisseur de batteries, le californien Proterra, ce qui a «réduit le nombre de véhicules» que Volta Trucks avait «prévu de produire».

FRANCE/ASSURANCE

Le coût de la sécheresse attendu à 900 millions d’euros en 2023

La Caisse centrale de réassurance (CCR) a estimé mardi le coût des dégâts causés sur les constructions par la sécheresse en France en 2023 à 900 millions d'euros, un montant inférieur à 2022. La facture est essentiellement liée au phénomène de retrait-gonflement (RGA) des argiles, à cause de mouvements de terrain occasionnés par l'alternance de périodes de pluie et de sécheresse, qui fragilise les maisons individuelles. Le montant de 900 mil-

lions est celui qui est considéré comme le plus probable par les experts du réassureur public, qui évoquent une fourchette comprise entre 750 millions d'euros et 1 milliard d'euros. Il reste inférieur au coût record de la sécheresse l'an dernier, dont la facture a été revue à la hausse à 3,5 milliards d'euros. «Par rapport à la normale, par rapport aux ressources du régime, par rapport à ce que devrait être un total

de sinistres sur une année, c'est déjà important», a déclaré Édouard Vieillefond, directeur général de CCR depuis cet été, lors d'une matinée d'échanges organisée par la fédération professionnelle du secteur France Assureurs. La charge est aussi inférieure au coût moyen attendu par la CCR pour ce péril dans les années à venir, basé sur les scénarios du Giec et dévoilé également mardi: un peu en dessous de 1,5 milliard d'euros par an.